

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 9 MAI 1978 — N° 693

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

RFA : Brejnev menace

La visite de Brejnev en Allemagne fédérale s'est terminée par la signature d'un accord-cadre économique de vingt-cinq ans et d'un communiqué commun aux termes plutôt vagues.

Comme il l'avait fait au cours de son voyage en France l'année dernière, Brejnev n'a pas hésité à se lancer à la télévision allemande, dans une opération de propagande en faveur de la «détente», déclarant notamment : «Il ne doit pas y avoir de guerre. Mais le temps presse, chaque jour perdu, chaque retard peuvent coûter cher... L'avenir de l'humanité est en péril».

Menaces à peine voilées pour imposer les propositions soviétiques de «désarmement», y compris à l'Allemagne fédérale à laquelle le Kremlin accorde une attention particulière, vu la position prédominante de ce pays en Europe occidentale.

Lire notre dossier en page 10

INTERVENTIONS FRANÇAISES CONTRE L'AFRIQUE

L'ESCALADE

- Aviation et napalm contre les peuples du Sahara et du Tchad
- Guiringaud : «Il faut prendre des risques»

Aujourd'hui en Afrique, des troupes de plus en plus nombreuses, combattent directement contre les peuples, au Tchad et au Sahara simultanément.

tandis qu'au Liban la «neutralité» des troupes françaises ne fait plus guère illusion.

Cette politique délibérée d'intervention militaire a

été préparée et justifiée par Giscard dans ses nombreuses déclarations sur la «sécurité en Afrique» et «l'Afrique aux Africains». De Guiringaud, quant à lui, parlait dimanche de la protection des ressortissants français, argument traditionnel des colonialistes. Au Zaïre, au Tchad, en Afrique du Nord, en jouant ce rôle de «protecteur» de certains régimes africains, l'impérialisme français veut effectuer un retour en force en Afrique, alors même que du point de vue économique par exemple, il doit reculer devant les impérialismes rivaux. Giscard tente de tirer profit de l'interventionnisme soviéto-cubain qui menace le continent, pour justifier sa propre politique d'intervention et se présenter comme un allié naturel et désintéressé de l'Afrique. Mais aujourd'hui le véritable visage de cette politique apparaît sans fard : de la «coopération» militaire, on est passé à l'aide, au «soutien», puis à l'intervention directe, massive.

Le caractère d'agression ouverte que prend aujourd'hui cette politique la rend d'autant plus intolérable aux peuples africains et aux travailleurs de notre pays.

RADIOS

BRECHE

DANS LE MONOPOLE



L'autorisation d'émettre accordée à Radio Fil Bleu (radio privée d'inspiration giscardienne) doit inciter à la prudence. La répression qui s'est abattue tout récemment sur les radios libres pourrait se poursuivre ponctuellement. (Sur notre photo des membres de Radio 93)

(Lire notre dossier en page 2)

Prison clandestine pour les vieux



A l'hospice de vieillards de Nanterre, une ancienne prison, la direction enferme au «trou» les pensionnaires qui lui déplaisent. Elle se permet d'infliger jusqu'à plusieurs semaines de prison aux vieux jugés récalcitrants, les bouclant dans des cellules sans hygiène. La direction tente de minimiser les faits, mais ce scandale était connu depuis des années par les habitants du quartier. Ces faits donnent la mesure du mépris de la bourgeoisie pour ceux qui ne sont plus productifs pour elle.

Lire en page 7

PCF : les remous continuent

La vague des lettres de l'intérieur du PCF, après s'être un peu calmée, reprend de plus belle. Deux militants du PCF affirment que le désarroi dans les rangs de leur parti est plus important que ne le prétend la direction. Et Guy Hermier s'est fait huer par une A.G. de l'UEC de Paris. La direction n'est pas au bout de ses peines.

Lire en page 3

Stagiaires Barre : fête le 11 mai

Depuis plus de 2 mois, les stagiaires Barre se battent : arriver à se regrouper en refusant les tentatives de récupération, ce n'était pas une mince affaire. Aujourd'hui, un pas est franchi dans cette voie. Ils organisent une fête, jeudi, dans le 19^e arrondissement de Paris.

Lire en page 6

Angola : agression raciste : 600 morts

Le raid raciste contre les camps de réfugiés de Namibie se trouvant en Angola a fait 600 morts. Condamné par l'ONU et sommé de cesser l'occupation de la Namibie, le régime de Vorster espère s'en tirer en semant la terreur chez les Namibiens et en provoquant une internationalisation du conflit.

Lire en page 8

Italie : vers l'après Moro

Lire en page 9

Lire en page 8

● La Cour d'appel de Montpellier autorise Radio Fil Bleu à émettre

● Le Parquet se pourvoit en cassation

BRÈCHE DANS LE MONOPOLE

LE MONOPOLE MALADE

L'éclosion spectaculaire de Radio Verte à Paris, le jour du second tour des municipales de mars 77, l'avait confirmé : le monopole de la radiodiffusion, issue de la Libération, ne pouvait se maintenir en l'état. Déjà, il était violé de fait par les radios périphériques qui utilisent les services des PTT pour acheminer leurs émissions vers des émetteurs situés hors du territoire français. Mieux, RMC émet du territoire français moyennant dérogation. Déjà, plusieurs tentatives de radios libres avaient eu lieu, autour de mobilisations, comme à Fessenheim. Dans sa forme même, le monopole était boiteux : le texte de loi prévoit un certain nombre de dérogations, pour des émissions, « destinées à un public déterminé » en particulier. Mais le décret d'application, quatre ans après la réforme de l'ORTF n'était toujours pas promulgué. Ce fut fait au lendemain du deuxième tour des législatives. Les radios libres réunies fin mars à Paris le jugeaient ainsi : « Ce décret est particulièrement restrictif et favorise la télédiffusion et la vidéotransmission aux dépens des radios hertziennes. La majorité des collectifs présents à Alfredo 78 s'est prononcée contre, estimant que l'Etat pourrait ainsi diviser le mouvement en bonnes et mauvaises radios, radios reconnues d'utilité publique et radios pirates ». Depuis, il semble que le décret devrait être suspendu pour vice de forme.

Et surtout, la rapide multiplication des collectifs

● Il aura fallu l'attendre cinq mois, ce jugement de la cour d'appel de Montpellier. Il est tombé vendredi dernier, et, bien que le détail des attendus ne soit pas encore connu, il est probable qu'il fera date : la cour d'appel confirme en effet le non-lieu prononcé par le juge Lapière, le 1^{er} décembre 77, après les poursuites engagées par TDF contre les responsables de la radio pirate giscardienne.

Le parquet s'est immédiatement pourvu en

de radio libres — ils sont plus de quatre vingt maintenant —, l'affinage de leurs moyens techniques et le soutien rencontré lors des tentatives de répression montraient l'incapacité de l'Etat à faire appliquer la loi de monopole.

LE PR ET LA BATAILLE JURIDIQUE

Ce n'est pourtant pas des radios libres populaires qu'est venue l'attaque en règle, sur le plan juridique, contre une loi qui ne tenait plus. François Delmas, ancien maire de Montpellier, responsable local de la formation giscardienne lançait avec un autre avocat, Chassaing, Radio fil bleu, le 12 juillet 77. Studios grassement équipés, étude juridique détaillée et soutien officieux du PR donnaient des atouts soûlés à un projet qui ne cachait pas son but : faire sauter le monopole en modulation de fréquence, et ouvrir la voie aux radios locales privées (commerciales en particulier). Il était difficile de ne pas voir dans l'opération un projet concerté avec les milieux financiers, attirés par les radios locales : chaînes commerciales, radios périphériques, groupes de presse régionaux...

Pourtant, dès la première émission, TDF brouillait Radio fil bleu. Ses promoteurs vont en référé et portent plainte contre TDF

pour voie de fait. TDF engage une procédure contre la radio et fait mettre sous scellés les studios et l'émetteur. La suite est connue : le 1^{er} décembre, le juge Lapière rend une ordonnance de non-lieu, en s'appuyant sur la déclaration universelle des droits de l'homme, préambule à la constitution de 58. Le parquet fait immédiatement appel, ce qui, provisoirement, annule l'effet du non-lieu de Montpellier, tant que la Cour d'appel ne se sera pas prononcée. Celle-ci a attendu longtemps pour se décider. Il fallait tout d'abord que les élections soient passées : saborder le monopole trop tôt, alors que leur résultat était incertain aurait été une mauvaise opération. Il ne fallait pas laisser un monopole intact aux mains de la gauche, si celle-ci gagnait. Mais l'ouvrir dans les faits, sans cadre juridique de remplacement, alors que les projets commerciaux n'étaient pas encore prêts, revenait à laisser le champ libre aux contre-radios, radios parallèles et radios de lutte. Alors Raymond Barre avait fait clairement savoir qu'on ne toucherait pas au monopole d'ici les élections. Même son de cloche à l'Elysée.

Fil bleu a fait le gros dos en attendant. Sans tenter de nouvelle émission, elle a cherché à se faire connaître comme représentante du mouvement des radios libres, ce que celles-ci n'ont pas nécessairement apprécié.

VERS LA FIN DU MONOPOLE ?

Interrogés récemment sur ces problèmes, les services du premier ministre indiquaient que le jugement de la cour de Montpellier « obligerait le gouvernement à revoir sa position », s'il était favorable à Radio fil bleu. Or, c'est le cas, même si le caractère suspensif du pourvoi en cassation par le parquet rend pour l'instant le jugement inopérant. Il serait étonnant que les poursuites opérées contre radio 93 et Roquette aient été décidées sans qu'on sache, au gouvernement, dans quel sens se prononceraient les juges de Montpellier. On peut donc penser que, tant que la cour de cassation n'aura pas rendu son arrêt, la répression contre les radios libres les plus gênantes, se poursuivra ponctuellement. Grâce

à la cassation, et pour l'instant, le jugement de Montpellier reste inopérant. S'il n'est pas cassé, toute poursuite de promoteurs ou d'animateurs de radios libres devrait cesser.

Le fait que la bataille juridique ait été menée par des giscardiens sous la houlette d'un avocat aujourd'hui secrétaire d'Etat au ministère de l'environnement incite cependant à la prudence.

Par
Eric BRÉHAT



Une semaine sur radio onz'débrouille

- Lundi 8 : Panick, sous la haute bienveillance du captain Blood.
- Mardi 9 radio Goyaye. La musique des îles, Antilles, Jamaïque, Madagascar, Haïti. Informations pratiques sur les îles, avec la revue antillaise en créole *Joke*.
- Mercredi 10, de 17 h à 19 h, epsilon N° 4 depuis Antirouille ; et de 23 h à 1 h 30, musique (Jean-Claude Vanier)
- Jeudi 11 : 23 h à 1 h Sunset radio avec Sergio
- Vendredi 12 : Paris vie villages, infos sur les quartiers et sur la banlieue de Paris, avec les journaux de contre-information.
- Dimanche de 10 h à 13 h et après 23 h, programme pas encore fixé.

Une certaine fébrilité chez les requins

Tandis que les collectifs de radios libres se créent un peu partout, on s'agite beaucoup du côté des requins. Certains sont déjà prêts : Guy Noël, PDG de Radio Caraïbes, s'est installé dans les anciens studios de Saravah, à Montmartre. Sud Radio a acheté un terrain à Toulouse pour installer un émetteur FM. RMC, qui dispose de plusieurs émetteurs FM inondant la Côte d'Azur, est prête à les déménager plus près des auditeurs. Europe N° 1 envisage de s'installer dans une trentaine de villes. L'opération « faites vous-même votre émission », martelée actuellement par cette station pourrait être en rapport avec ce projet. Il y a très peu d'animateurs actuellement en formation. Mais sur les milliers de cassettes envoyées par des amateurs de radio à Europe, il devrait bien s'en trouver quelques dizaines pour faire l'affaire, dans les futures stations provinciales. Sud Radio semble aussi s'être posé le problème des animateurs, puisque ces derniers temps, plusieurs journalistes de la *Dépêche du Midi* et du *Midi libre* faisaient des stages à la station. La presse régionale, qui voit déjà ses recettes publicitaires menacées, est d'ailleurs prête à prendre les devants. Le groupe de presse *Aigles*, premier groupe de la presse régionale, contrôle déjà, par l'intermédiaire du *Progrès*, la station FR 3 de Chamonix, Radio Mont Blanc.

Emissions de Radios Libres cette semaine

Dans le cadre de la semaine d'action contre la répression des Radios libres, les collectifs parisiens ont décidé d'émettre cette semaine :

Mardi 9 mai : Radio Dedalus-Radio Rockett : 101 MHz MF. 19 h : la répression des radios. Le 1^{er} mai. Emission publique au Cinel, 53 rue de la Roquette. Paris 11^e

Mercredi 10 mai : manifestation (pacifique) à 17 h devant TDF au 36 rue des Allouettes, Paris 19^e

21 heures : Radio-libre-Paris : 95 MHz MF

Les contradictions au sein du PCF, avec des militants de ce parti, 3 rue du Buisson St Louis. Paris 10^e

Jeudi 11 mai : Les Radioteuses : 95 ou 89 MHz MF Collectif radio féminin. (heure non fixée)

Vendredi 12 mai : Radio Onz'débrouille : 102 MHz MF. Emission en public depuis la place d'Aligre. Paris 12^e (heure non fixée) BF 15 : 95 MHz MF ; Fontenay sous Bois

Samedi 13 mai : Abesses Echos : 101 MHz MF. 11 heures. Emission hebdomadaire depuis la place des Abesses. Paris 18^e.

POLITIQUE

Les «réponses» de la direction du PCF face à sa contestation DE NOUVEAUX RESPONSABLES

● Il faut croire que la petite «douzaine» de lettres de critiques adressées à la direction du PCF par ses militants mécontents suscite malgré tout bien des inquiétudes dans les rangs de l'appareil, puisque les «réponses», plus ou moins directes,

sont quasi-quotidiennes et, quant au fond, jamais bien neuves. Celle de Lucien Sève dans *France Nouvelle* cette semaine mérite cependant d'être relevée.

Etant bien entendu que le PS est le grand responsable de l'échec de l'Union de la gauche, Sève fait cette constatation surprenante : «Ce qui contrecarre sans doute le plus la naissance d'une nette majorité pour le changement réel, c'est plus que jamais la peur, non pas la vieille terreur anticommuniste, mais la grande «peur du désastre économique, du chaos politique, ces «peurs de l'an 2 000».

C'est de cette peur que naissent, toujours selon Lucien Sève, les «idéologies les plus significatives aujourd'hui», qui ne sont plus «celles, plus ou moins traditionnelles, et réactionnaires, que la classe dominante s'efforce de maintenir «par en haut», mais «celles qui surgissent du mouvement «d'en bas», où la volonté de préserver des acquis menacés se marie à une vision utopique, «hors classes», des changements qui pourraient les prolonger, idéologies spontanément réformistes que ne récupère pas sans succès le discours réformateur giscardien». Quelles sont-elles ces «idéologies» surgies d'en bas? Les remarques de Sève («nous passons à côté, ou nous arrivons tard, dans un certain nombre de cas»), remarques qui répondent à certaines critiques plus explicites, ne laissent guère de doute là-dessus : c'est celles des mouvements des femmes, des mouvements écologistes, dont beaucoup de lettres de critiques soulignent l'oubli ou le dédain, par le PCF, dont il s'agit. Voilà donc la réponse : ces mouvements sont qualifiés en bloc de «réformistes». Et puisqu'il en est ainsi, les conclusions sont simples : c'est le PCF qui a les positions justes,



Malville : «Provocation», titrait l'Humanité. «Pas de conscience politique», selon le PCF.

(«ce n'est pas le caractère de classe de nos analyses et de notre ligne qui est en cause»), il n'a rien à apprendre de ces mouvements nés dans les masses qui seraient dépourvus de toute «conscience politique». Bien au contraire, si ces mouvements ne se retrouvent pas spontanément sous la houlette du

PCF, ce serait uniquement parce que celui-ci n'a pas assez développé sa «capacité à saisir pleinement ce mouvement d'en bas, et à l'élever de la conscience spontanée vers la conscience politique».

Cette conception méprisante à l'égard des mouvements de masse n'est guère surprenante, ni nou-

velle, de la part du parti révisionniste, mais elle est rarement exprimée avec une aussi grande netteté. Preuve que les critiques qui se développent sont de nature à gêner la direction, qui a éprouvé cette fois le besoin de mettre les points sur les i.

Suzanne VALLÉE

MALGRÉ LES AFFIRMATIONS DE LA DIRECTION DU PCF, LES REMOUS CONTINUENT

● En dépit de l'arrogance de Marchais ironisant sur «la douzaine ou la douzaine et demie» de camarades qui s'étaient exprimés dans la presse, ça continue. Même si le flot des contestataires s'est un peu tari, on relève une interview de Serge Lewisch et Yves Roucaute dans le *Nouvel Observateur*.

Ceux-ci, qui s'étaient déjà exprimés dans ce journal, reviennent sur l'appréciation du dernier comité central. Pour eux, la contestation dans le PCF dépasse en nombre ce que prétend la direction. Simplement, elle est moins publique. «Chez les travailleurs, le mécontentement se manifeste par un absentéisme massif. Regardez le défilé du 1^{er} mai : un échec (...). Il y a même des militants qui ont une attitude franchement hostile à l'égard de la direction. Ils disent : «Bon, c'est fini, on ne nous reverra plus en cellule !» Est-ce partout pareil ? C'est difficile à vérifier. Mais dans la région parisienne, c'est sûr.»

Les auteurs rejettent la manière dont la direction a bridé le «débat» dans les

rangs de leur parti. «Le parti est tout de même dans une situation extraordinaire : il fait la critique des pays socialistes, il fait la critique du PC soviétique et il reproduit pratiquement les démarches qu'il dénonce». Pour eux,

Hermier chahuté par les étudiants du PCF

Le jeune loup révisionniste Guy Hermier a tenté de défendre les résolutions du Comité central du PCF devant une Assemblée générale de l'UEC de Paris. Mal lui en a pris : sur les deux cents étudiants présents, plus du tiers de la salle a violemment critiqué le rapport de Marchais. Dans le reste de la salle, il ne se trouva personne pour défendre la direction. La «douzaine et demie de camarades» continue à faire entendre sa voix.



MAI 68 au jour le jour

7 mai

Paris - 7 mai

45 000 jeunes en colère (étudiants, lycéens, mais aussi, de plus en plus nombreux, jeunes ouvriers et chômeurs) se rassemblent sur la Rive gauche. Ils franchissent la Seine par surprise et l'Internationale retentit sous l'Arc de Triomphe. Dans la soirée, ils se dirigent à nouveau vers le Quartier Latin. Malgré les ordres de dispersion de l'UNEF, des barricades se dressent et des bagarres recommencent après minuit.

Dans une Conférence de presse, Geismar, secrétaire du SNESup donne 3 préalables à toute négociation avec le gouvernement :

- Retrait des forces de police du Quartier Latin
- Libération et amnistie des étudiants emprisonnés.
- Réouverture des facultés.

Plusieurs syndicats d'enseignants (FEN - SGEN - SNES) et des Unions de parents d'élèves demandent que les sanctions prises à l'égard des étudiants soient levées.

EN PROVINCE

Manifestations à Toulouse (heurts avec la police), Lille, Strasbourg (aux cris de «unité ouvriers-étudiants»), Rennes, Le Mans, La grève se développe dans les facultés de Nantes, Lyon, Clermont Ferrand et Bordeaux.

8 mai

Paris

On apprend que des négociations en coulisse se déroulent entre un groupe de professeurs et le recteur.

Devant l'ampleur du mouvement étudiant, l'Assemblée nationale modifie son ordre du jour et consacre 5 heures à parler de «la crise universitaire».

CHANGEMENT DE POSITION DES PARTIS DE GAUCHE :

● L'Humanité datée du 8 mai titre : «Etudiants, halte à la répression. Les députés communistes réclament l'amnistie pour les condamnés et la libération des emprisonnés. Georges Séguéy : «Nous dénonçons les brutalités policières». Suit une déclaration du Secrétariat du Comité Central appelant «tous les travailleurs et tous les démocrates à agir» pour l'arrêt de la répression policière, l'ouverture des facultés et la libération des emprisonnés.

● Dans un communiqué, la CGT et la CFTD expriment leur solidarité vis-à-vis de l'action des étudiants.

● Defferre, au nom de toute la «gauche», dépose à l'Assemblée un projet d'amnistie.

Alors qu'on ne sait toujours rien de l'état des négociations, 30 000 personnes se réunissent à Paris, à la Halle aux vins. Ils entendent des représentants de l'UNEF, du SNESup. La CGT, représentée au meeting, est abondamment sifflée. Beaucoup lui reprochent de «prendre le train en marche». Geismar (SNESup) et Sauvageot (UNEF), annonçant que les négociations se poursuivent, lancent un appel au calme.

Un cortège se forme, auquel se joignent de très nombreux lycéens. Mais très vite, l'UNEF donne l'ordre de dispersion.

8 MAI JOURNÉE «L'OUEST VEUT VIVRE»

La journée avait été prévue par les syndicats CGT - CFTD - CNJA, pour la défense de l'emploi.

Elle se déroule dans l'ensemble calmement (les syndicats ont interdit toute banderole non syndicale).

Il y a partout des débrayages et de grands cortèges se rassemblent dans la plupart des villes de la région. Dans les villes universitaires, l'unité «ouvriers-étudiants» se concrétise déjà ce jour-là, les étudiants participent massivement aux cortèges.

On compte par exemple 10 000 manifestants au Mans (où la foule arrache un drapeau américain, le brûle, et le remplace par un drapeau nord-vietnamien), plus de 12 000 à Lorient (où les écoles, les magasins sont fermés), 12 000 à Brest (la présidence d'un meeting est confiée au président de l'UNEF de Brest, pour symboliser l'entente entre étudiants, ouvriers, et paysans); 15 000 manifestants à Nantes (dont 1 000 étudiants), 10 000 à Quimper, 5 000 à Vannes, 6 000 à Saint Briec...

A Fougères (3 000 manifestants) et à Redon, des bagarres opposent de jeunes manifestants à la police.

Demande de contact avec le PCRml

Nom, Prénom
 Profession
 Adresse.....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225
 75924 Paris CEDEX 19

La bonne parole de Taittinger...

Que vont faire à l'ONU les «délégués de l'opposition. Eh bien voyez-vous, ils y vont pour rectifier leurs idées» et en acquérir de plus saines, c'est-à-dire de plus conformes à celles de la «majorité» !

C'est ainsi, du moins, que l'entend Taittinger à qui Giscard a confié la vice-présidence de la délégation française chargée d'examiner les problèmes du désarmement. Les délégués socialistes pourront «voir les difficultés» rencontrées, «ils se rendront compte beaucoup mieux de la réalité du problème... et peut-être seront-ils amenés à être moins critiques quant aux idées que propose le gouvernement».

Il n'est d'ailleurs pas certain que cela leur demande beaucoup d'efforts.

...Et la grogne du RPR

Le RPR, pour sa part, fait part de ses réserves, c'est le moins que l'on puisse dire. Charpy, dans la *Lettre de la Nation*, rappelle que l'opposition a parfois été représentée dans la délégation française à l'ONU. Mais cette tentative de minimiser la portée de l'événement cache mal la hargne du RPR face à l'ouverture de Giscard en direction des socialistes. La *Lettre de la Nation* fait remarquer : «Au lieu de dire : «Il y a un député socialiste dans la délégation française», il serait plus juste de dire «la délégation française a été formée pour qu'il y ait un socialiste». Sinon, comment expliquer l'absence d'un communiste alors que le président de la République n'a même pas encore reçu les représentants du groupe communiste et que les positions du PS sur le désarmement divergent tout autant que celles du PC des positions du gouvernement ?

Nous sommes en plein dans la politique des apparences. Elle fait son petit effet. Mais il arrive que les apparences se vengent».

Giscard «clandestin» en Bretagne

Giscard se serait rendu le 3 mai à Brest. Il est arrivé à 7h45 par hélicoptère à la base aéronavale de Landivisiau. Il a déjeuné sur un bateau de la Marine nationale (le *Durance*) qui est un petit pétrolier, puis est reparti vers 16 h 30.

Durant son bref séjour, il a notamment rencontré le préfet maritime.

A aucun moment, ce voyage n'a été annoncé. Pourquoi Giscard est-il venu discrètement en Bretagne ? Pourquoi les journalistes n'ont-ils pas été informés ? Aurait-il craint des questions sur la marée noire ? Ce sont des questions que le comité anti-marée noire de Brest entend poser.

Correspondance de Brest

Congrès du parti social-démocrate

Le conseil national du parti social-démocrate s'est réuni dimanche à Paris. Son président Hintermann souhaitait que ce groupe adhère à l'UDF.

D'épineux débats, sans doute lourds de conséquences pour l'avenir du pays, ont opposé les tenants du ralliement à l'UDF à ceux qui souhaitent conserver l'indépendance du PSD. C'est finalement une motion de synthèse qui est retenue. Le PSD entamera des négociations tant avec l'UDF qu'avec «tous les socialistes attachés à la social-démocratie».

Le PSD a un député, Paul Alduy, maire de Perpignan, qui a rompu avec le PS lors des cantonales de septembre 1976. Ce groupe avait prétendu se situer hors du débat droite-gauche lors des législatives. Cependant, son seul député a été élu grâce au soutien de l'UDF, qui n'avait pas présenté de candidat contre lui.

MANOEUVRES D'AMPLEUR EXCEPTIONNELLE EN SEPTEMBRE

L'état-major de l'armée de terre a prévu des manœuvres d'une ampleur sans précédent pour le mois de septembre. 4 000 réservistes seront rappelés pour une durée de six jours. Il s'agit de tester l'efficacité du nouveau plan de mobilisation, qui devrait permettre de doubler, en six jours, les effectifs de l'armée de terre. Pour

les manœuvres prévues, ce sont 200 officiers, 650 sous-officiers et 350 hommes du rang qui seront à la disposition de la 15^e division d'infanterie.

Ces manœuvres se dérouleront dans la région de Sarlat (Dordogne) en terrain libre, c'est-à-dire en dehors des camps. Le gouvernement renouvelle ainsi son opération tendant à habituer la population à la présence envahissante de l'armée.

Les «Neuf» à Bruxelles

MÉHAIGNERIE ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

● A Bruxelles, lundi, le ministre français est dans une situation inconfortable, coincé entre les revendications des paysans et le refus de ses partenaires européens de faire le moindre «cadeau» pour soutenir les prix agricoles français.

En fin de semaine dernière les agriculteurs bretons ont manifesté dans de nombreuses villes pour faire pression sur les négociations. Barre et son ministre ont tellement promis une amélioration aux agriculteurs qu'ils sont contraints de feindre de résister aux pressions des autres pays de la CEE.

Après un premier échec, à Luxembourg il y a quelques jours, pour le nouveau marathon qui

Dès à présent en désaccord avec les propositions de la commission, les négociateurs français s'opposent à leurs partenaires.

Avec l'Italie, c'est le vin. Avec l'Allemagne ce sont les prix et la politique méditerranéenne ainsi que la contribution au financement de la caisse du Marché commun agricole.

Avec les pays du Bénélux, c'est le porc. Certaines déclarations de Méhaignerie le montraient conciliant avec ses partenaires ; les réactions ne se sont pas fait attendre.

Les producteurs de porcs bretons sont passés à l'attaque dans le Morbihan et l'Ille et Vilaine dans un premier temps. Les préfectures de Vannes,

Rennes ainsi que les sous-préfectures de Fougères, Redon, Saint-Malo et la commune de Vitré (dont Méhaignerie est maire), ont été «visitées». Les agriculteurs qui avaient certainement été mobilisés par les FDSEA ont jeté de la poudre de lait, des porcs morts et vivants et barbouillé de mots d'ordre les bâtiments administratifs. Les flics sont intervenus à Rennes où il y a eu quelques bagarres. Dans le même temps dans les Côtes du Nord, à Ros-tronen, c'est la perception et la caisse locale du Crédit Agricole qui étaient visées. Une autre série de «raids» effectués par une trentaine d'agriculteurs chaque fois avaient pour cible les importateurs de viande de porc. Des barra-

s'ouvre à Bruxelles quatre points sont au dossier de Méhaignerie.

— La modification du système de calcul des montants compensatoires «porcs».

— Le démantèlement des montants compensatoires monétaires.

— Le renforcement de la réglementation communautaire des marchés du vin et des fruits et légumes.

— L'augmentation suffisante des prix agricoles européens tenant compte des coûts de production et des fluctuations des monnaies.

ges routiers avec contrôle des chargements des camions ont permis à de nombreux groupes de paysans de saisir et de détruire de la viande en la «mazoutant». Ces actions peuvent rassembler aussi bien les gros producteurs comme les Gourvenec et compagnie, que les producteurs qui survivent à peine avec un atelier de porcs de faible dimension. Les uns sont des industriels faisant naître et élevant chacun plusieurs milliers d'animaux dans des «cathédrales» à air conditionné qui sont érigées sur de grandes exploitations qui fournissent une partie importante de la nourriture pour l'élevage. Les autres sont à la merci des industries agro-alimentaires qui leur imposent des contrats, et de

multiples intermédiaires (vétérinaires et techniciens) qui en font des fournisseurs de main d'œuvre perdant chaque jour un peu plus la maîtrise de leur travail. Aujourd'hui, ils manifestent ensemble pour faire aboutir une négociation qui, à Bruxelles, peut provoquer un relèvement des prix. Pour les uns c'est un espoir de survie, pour les autres une possibilité d'accumuler plus de profit, d'étendre leur emprise et à terme, d'éliminer les petits paysans. Car sans fixation des prix suivant un quantum de production, jamais un petit producteur ne bénéficiera durablement d'un relèvement décidé à Bruxelles.

Bernard PELO

Chirac et Debré avant Giscard

DÉFILÉ EN CORSE



● Chirac et Debré, son fidèle second, se sont offerts un week-end en Corse. Ajaccio, Corte, Porte-Vecchio, Ghisonaccia et Bastia ont été successivement visités.

Qu'il ait été des années durant député de la colonie de la Réunion, cela suffit pour que Michel Debré se croive autorisé à déclarer que, chercher à tirer des particularismes et des revendications propres à une région, «des conclusions politiques, cela constitue un scandale» assimilant les problèmes corses aux problèmes parisiens ou du Pas de Calais !

Quelle curieuse coïncidence : Giscard avait annoncé un voyage dans l'île, voyage qui doit avoir lieu prochainement. Et Chirac se précipite pour «doubler» son vénérable supérieur, dans ces deux départements où quatre députés RPR ont été élus aux dernières législatives.

8 mai : anniversaire de la victoire contre le fascisme

Le 8 mai 1945, les peuples du monde remportaient la victoire. Le fascisme hitlérien capitulait sans conditions.

En France, depuis 3 ans, cet anniversaire a cessé d'être un jour férié, malgré de nombreuses protestations. Pour Giscard, il s'agissait de satisfaire tout une frange d'extrême-droite qui l'avait soutenu pendant la campagne des présidentielles.

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom

Prénom

Adresse

Quel soutien organiser pour imposer la victoire ?

Cette question a longuement été débattue tout au long de la préparation du bal de soutien à la lutte des Thermes qui s'est tenu samedi 6 mai au Centre social de la cité Besson à Aix en Provence. Faut-il organiser un simple bal «non politique» en ne cherchant qu'à recueillir un maximum d'argent ou faut-il un bal de soutien permettant aux travailleurs des Thermes de débattre avec la population de leur lutte et des problèmes rencontrés en mettant l'accent sur le soutien de différentes sections syndicales d'entreprises de la région aixoise ?

Nombreux sont ceux qui ont regretté samedi soir que la première conception ait triomphé, à savoir «qu'un bal ne peut faire venir du monde que si le débat sur les luttes et la situation faite aux travailleurs ne prend pas une trop grande place». Ainsi aucun panneau n'était visible sur les nombreuses luttes d'Aix, y compris sur la lutte des Thermes réduite à un panneau insignifiant et très peu explicatif. De nombreux participants ont montré leur désaccord en consacrant une grande partie de leur temps à poser des questions aux responsables départementaux CFDT et en discutant longuement avec la déléguée syndicale CFDT des Thermes et d'autres travailleurs présents ; ce qui leur a permis de prendre connaissance de nombreux faits passés sous silence et dont nous avons parlé plus haut. Cette première initiative de soutien populaire large permet de mieux apprécier la nature du soutien nécessaire à la lutte. N'y aurait-il pas eu autant ou plus de travailleurs et de jeunes pour une initiative préparant la forme d'un forum-débat sur les luttes dans le cadre d'un bal de soutien ? Ne vaut-il pas mieux que les participants repartent non seulement avec le sentiment de s'être «bien amusés» mais aussi en ayant compris l'importance de la lutte des Thermes et donc expliquer la nécessité du soutien matériel et financier à leurs camarades de travail, du lycée ou du quartier ? C'est bien là la question de l'objectif visé à travers le soutien aux luttes qui est posé : organiser un large soutien ou se limiter au cercle restreint des seuls licenciés en lutte.

Eaux thermales d'Aix

«Je ne licencie personne si la municipalité accepte de payer les salaires».

● Tout paraît confirmer le point de vue que nous donnions les travailleurs et un responsable CFDT (QDP du 27 avril) selon lequel «la direction veut restructurer la production et pour faire les travaux nécessaires à cette restructuration... elle effectue un licenciement collectif déguisé».

Profitant de leur méconnaissance de la législation

Cette situation n'a été possible que parce que le directeur est parvenu à créer une division artificielle entre les travailleurs qui ont refusé les congés forcés (les 7 licenciés et les autres).

RÉALISER L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS ET «SOUS CONTRAT»

Pour parvenir à ses fins, M. Lambert n'a pas cessé d'utiliser les mensonges et les promesses orales en laissant croire notamment aux non-licenciés que leur départ en congés permettrait leur reprise ou, dans le pire des cas, leur mise en chômage technique. Aujourd'hui, il n'est plus question de cela : du travail existe pour tous pendant plusieurs mois, pour détruire le stock de bouteilles polluées, mais cependant Lambert cherche une solution plus écono-

mique pour s'en débarrasser. La décharge publique ne semble pas exclue ! «Je veux bien garder tout mon personnel si la municipalité accepte de payer les salaires», a-t-il déclaré mercredi 3 mai, au cours de la rencontre avec l'inspection du travail, la municipalité et les travailleurs. Pour l'instant, la municipalité et l'inspection du travail s'y refusent.

UN DANGEREUX PRÉCÉDENT

Pour les licenciés en lutte et les responsables syndicaux CFDT, le but poursuivi par la direction est de plus en plus clair : licencier tout le monde, effectuer tous les travaux de forages nécessaires, moderniser et réembaucher un nombre limité de licenciés ou d'autres travailleurs. L'économie ainsi réalisée se double d'un objectif très important

du travail, le directeur, Monsieur Lambert, est parvenu à faire signer aux douze travailleurs de retour de congés, un contrat à durée déterminée de quinze jours prenant effet à partir du 2 mai. Ainsi à la fin de ce contrat, ces travailleurs pourraient être licenciés «avec leur consentement».

pour le patron et le directeur : liquider la section syndicale CFDT. La lutte des travailleurs des Thermes doit faire échec à ce qui peut devenir un dange-

selon le même principe, pourquoi un patron n'utiliserait-il pas son matériel de production «jusqu'à la corde» et n'enverrait-il pas son personnel au chômage pendant toute la durée des travaux nécessaires, à la mise en place de nouvelles machines, en ne reprenant finalement que ceux estimés les moins revendicatifs dans l'entreprise restructurée ?

Et pourquoi ne pas demander par la même occasion des subventions pour la création d'emplois ? Seule la lutte unie des travailleurs massivement soutenus par la population aixoise pourra parvenir à mettre fin à de telles prétentions, en mettant

notamment tout en œuvre pour faire éclater la vérité sur la soi-disant pollution inévitable des eaux d'Aix. Certains éléments recueillis par les travailleurs et les syndicalistes CFDT permettront peut-être de faire éclater la vérité : la pollution des eaux ne viendrait pas de la source mais des conditions d'exploitation. En effet, les conditions de canalisation et d'embouteillage des eaux, remises à neuf une fois les forages terminés, risquent fort de faire disparaître toute trace de pollution. D'ailleurs M. Lambert lui-même, en comité restreint, ne cache pas cette réalité ; mais le reconnaître publiquement montrerait qu'il est seul responsable de la situation imposée aux travailleurs. On comprendrait alors mieux pourquoi les responsables préfèrent entretenir le flou sur les causes réelles de cette pollution.

PROTECVAL (EX-BARAKA)

Construire une large solidarité pour mettre fin aux prétentions d'un patronat de choc.

● «Quels sont les raisons de notre lutte ? Elles sont nombreuses ; nous allons essayer de toutes vous les donner», disent les grévistes en nous recevant devant l'entrepôt de leur Société Marseillaise pour les transferts de fonds, 62 rue de la Joliette. Dans le hangar, les camions servant au transport des fonds sont alignés, immobilisés depuis plusieurs jours.

«Nous demandons une augmentation de 12 % des salaires pour l'année, à partir du mois d'avril. Nous sommes d'accord pour en négocier l'étalement sur cette année» expliquent les syndiqués CGT, CFDT et leurs délégués. «Comme nous l'expliquons dans notre tract, actuellement, pour 173 heures par mois, un chauffeur gagne 2 600 F nets et un convoyeur 2 250 F...» En fait, depuis deux ans, nous perdons 4 % de notre pouvoir d'achat : en 77, par exemple, notre patron a strictement appliqué le plan Barre et ne nous a augmenté que de 6,5 %. Pour avoir très bien suivi les directives de Barre, notre patron a eu le feu vert pour appliquer, sur les clients, une hausse de 5 % des tarifs, en rattrapage pour 1977 : plus de 3 % au premier trimestre 78 et il lui reste encore 3,5 %

d'augmentation des tarifs à appliquer sur 78. Le patron n'accepte de négocier que sur la base de 6 % pour l'année : 3 % à partir du 1^{er} mai et 3 % à partir du 1^{er} juin avec renégociation possible en octobre. Mais cela fait deux ans qu'il nous fait le coup en faisant traîner les négociations jusqu'en décembre...

LA DIRECTION REFUSE DE NÉGOCIER EN PRÉPARANT LE COUP DE FORCE

Mais comment a démarré le mouvement ? Le 27 avril, les 95 employés de l'agence marseillaise et deux cadres sur les 31, font 24 heures de grève d'avertissement. «On ne pensait reprendre la grève qu'une semaine plus tard mais dès le mercredi matin, le 2 mai, nous nous sommes aperçus que les banques voulaient en profi-

ter pour stocker le maximum d'argent avant l'Ascension, pour être tranquilles ensuite au cas où nous reprendrions notre mouvement. Nous avons donc arrêté le travail le mercredi matin, et le patron nous a lock-outé le mercredi après-midi, en refusant toute discussion».

Pour cette direction «militaire» (le directeur de Marseille est un ancien colonel, le chef de sécurité un ancien adjudant de gendarmerie...), l'enjeu est important : sur les 430 employés répartis dans vingt agences, 126 travaillent à Marseille. Servant d'exemple aux autres agences, une victoire risque de faire tache d'huile et pour le «colonel» il n'en est pas question, lui qui se vantait de tout faire pour qu'il n'y ait pas de grève dans son agence !

D'ailleurs, pour démoraliser les grévistes, d'autres sociétés profitent de cette grève pour servir les clients de Protecval comme la «Société parisienne de surveillance» ou la «Surveillance française» qui a fait descendre six camions de Paris.

«Nous tenons à dénoncer ces faits... De plus, il est impossible d'avoir des contacts avec eux, car ils ne sont pas recrutés au hasard : chez eux, il n'existe ni CGT, ni CFDT. Et pour cause. «Beaucoup les considèrent alors comme «les mercenaires de la profession». Pour éviter le pourrissement de leur lutte, les grévistes contactent les syndicats, tels que ceux des banques et de la Sécurité sociale qui leur ont déjà assuré leur solidarité. A travers cette lutte les grévistes syndiqués ou non, sont conscients que la direction de l'entreprise veut porter un autre coup aux syndicats qu'elle ne contrôle pas. Déjà, aux élections d'avril, elle a créé un syndicat autonome qui a rejoint la liste présentée par FO et la CFTC pour les délégués du personnel et le comité d'entreprise. «N'oubliez pas aussi de préciser que presque tous les cadres, les agents de maîtrise et les chefs sont à la CGC qui n'a jamais suivi une grève. Tous ceux qui y sont sont à la solde du patron» nous dit un syndiqué CGT avant de nous quitter.

Simax (Rupt sur Moselle) : «licencié» depuis deux ans et demi... et élu délégué du personnel

En octobre 1975, Philippe Antoine était délégué syndical CFDT et Secrétaire du Comité d'Entreprise de l'entreprise Simax, à Rupt sur Moselle, dans les Vosges. La direction décidait son licenciement l'accusant d'avoir sapé l'autorité du chef d'entreprise en donnant lui-même des directives au personnel (!) et aussi d'avoir abusé des heures de délégation.

La direction voulait en fait, avec ces arguments, se débarrasser d'un délégué jugé trop combatif.

Le Comité d'entreprise et l'Inspection du Travail refusaient le licenciement. Beullac, lui, n'en étant pas à son coup d'essai, l'autorisait. Cette décision était annulée le 15 décembre de l'année dernière — chose rare ! — par le tribunal administratif de Nancy. La direction exerçait alors un recours auprès du Conseil d'Etat et s'opposait à la réintégration du délégué. Le tribunal d'Instance de Remiremont (Vosges) considérant que selon le Code du travail un tel recours n'était pas suspensif, jugeait que le délégué faisait toujours partie du personnel ajoutant qu'il pouvait donc de ce fait, se présenter aux élections de délégués du personnel. La direction refuse toujours cette réintégration mais un événement récent devait l'amener à réfléchir : aux dernières élections de délégués du personnel, le délégué «licencié» a été élu avec 71 % des suffrages exprimés !

Boussac : les travailleurs à Paris mercredi

C'est ce mercredi que les Comités centraux d'entreprises du groupe textile Boussac, doivent être réunis pour prendre connaissance du «plan de survie» de la direction : autrement dit un nouveau plan de restructuration qui risque d'avoir pour conséquence des milliers de licenciements et des fermetures de plusieurs entreprises dans les Vosges. Les travailleurs de chez Boussac, et particulièrement des Vosges, à l'appel de leurs syndicats, se rendront ce jour-là à Paris pour exprimer leur colère et montrer ainsi leur refus de ce mauvais coup.

LES MARCHANDS D'HOMMES EN AGRICULTURE

● Un paysan de Mayenne doit vider ses poulailers. Pour pouvoir faire ce travail, il lui faut se libérer de ses tâches habituelles (soins du bétail), et donc trouver de la main d'œuvre, de préférence pas chère, pour le remplacer. Il faut appel au Service de Remplacement de la C.A.N.A. qui lui envoie une vachère, dont voici les conditions de travail :

— Elle sera logée dans la maternité des vaches (les murs neufs suintent de partout; il n'y a ni chauffage, ni sanitaire).

— Elle va travailler pendant un mois, y compris les week-ends de Noël et du Jour de l'An, tout cela pour un salaire net de 1 000 F.

Et ce n'est qu'un exemple.

Un autre paysan (100 hectares, 40 vaches laitières, 70 taurillons, des céréales) emploie un vacher à temps complet. Sa femme étant enceinte, la Mutualité Sociale Agricole peut lui payer 15 jours de remplacement, juste au moment où son blé doit être semé, et où il aurait besoin pour cela de son vacher permanent. Il fait appel à la CO.LA. RE.NA qui envoie un vacher de remplacement.

Malheureusement, au bout de deux jours, le temps étant trop mauvais pour semer, le vacher de remplacement est renvoyé.

La semaine suivante, le vacher revient. Il est à nouveau sur le point d'être renvoyé, mais le temps s'améliore, il restera 14 jours.

La main d'œuvre nécessaire aux semences, n'aura pas coûté cher ! (50 F par jour).

QUI SONT CES NOUVEAUX SERFS ?

Ces vachers de remplacements sont :

— soit des aides familiaux qui se constituent de la sorte une réserve d'argent de poche ;

— soit des jeunes vachers-porchers qualifiés mais chômeurs.

Les conditions de travail sont déplorables :

— ils n'ont aucune garantie d'emploi, ni de salaire, étant payés à la journée de placement. Dans ces conditions, un salaire mensuel moyen de 1 000 F, c'est un maximum.

— ils sont astreints à des déplacements longs et fréquents qui ne sont que peu ou pas du tout remboursés.

— ils ont des horaires de travail allant de 12 à 13 heures, et même 14 ou 15 quand ils ont de longs déplacements.

— ils ne bénéficient d'aucune convention collective, même la loi n'est pas appliquée : 95 F pour 12 ou 13 heures ça fait loin du SMIC...

CANA COLARENA MARCHANDS D'HOMMES

Dans cette exploitation scandaleuse des vachers de remplacement, la CANA et la COLARENA sont maîtres d'œuvre, jouant le rôle de véritables boîtes d'interim, et utilisant ces services de remplacement comme moyen efficace de concurrence. Les industries privées s'engagent dans la même voie.

Mais, la Chambre d'Agriculture (SUAD) porte aussi une grave responsabilité puisque c'est elle qui distribue les subventions de l'ANDA sans aucun contrôle de leur utilisation.

CE QUE NOUS EXIGEONS

— Des emplois à plein temps pour les vachers de remplacement ;

— des conditions de travail décentes : respect des qualifications, durée du travail, déplacements etc...

— une véritable Convention collective ;

Mais aussi :

— l'organisation d'un service de remplacement départemental sous contrôle strict de la Chambre d'Agriculture (subventions ANDA) et de la Mutualité sociale agricole (remplacements congés maternité) qui garantirait les conditions de travail des vachers, et qui permettrait une répartition plus juste des subventions entraînant une plus grande utilisation du service et donc, un plus grand nombre d'emplois.

CFDT SDSA
(Extraits APL Ouest)

Stagiaires Barre

LA LUTTE CONTINUE

«Au bout de un à deux mois sans salaire, les stagiaires ont commencé à réagir. D'abord séparément : démarches diverses auprès des organismes payeurs (Direction Départementale du Travail et de la Main d'œuvre), puis ont essayé de coordonner leurs actions.

C'est ainsi que se crée le Comité de Stagiaires Barre du Cara, et simultanément, le Collectif de Stagiaires de Jussieu.

Le premier rassemblement à l'appel du Cara, a lieu le vendredi 10 mars devant le ministère du Travail, comptant environ 500 personnes (...).

Le deuxième rassemblement, à l'appel du Collectif de Jussieu, a lieu à la Bourse du Travail le 13 mars. De cette Assemblée générale part l'initiative d'une manifestation qui a lieu le 16 mars et qui réunit quelques 500 personnes.

A la fin de la manifestation se forme une coordination unitaire de tous les stagiaires, qui reçoit alors l'appui des centrales syndicales CGT et CFDT.

Après plusieurs réunions, la coordination décide de tenir une permanence pour laquelle la CGT leur propose un local à l'UL de Paris 18^e.

Des divergences de fond entraînant un fonctionnement inefficace de la coordination se concrétisent par l'apparition publique d'un comité de stagiaires CGT. A la suite de quoi le Collectif, voulant fonctionner de façon autonome, s'est vu retirer le local de permanence.

Mais le collectif se porte bien, Merci. Il a retrouvé une autre salle et invite tous les stagiaires intéressés à le rejoindre.

Entre autres, le Collectif a l'intention de continuer son journal, de publier un livre blanc sur les stages... Pour cela, nous avons besoin de vos témoignages et de votre collaboration.

La permanence se tient tous les ... lundi, mercredi et jeudi, de 18 h à 20 h à : l'UL CFDT du 13^e, au 62 bd de l'Hôpital, Paris 13^e. Métro : St Marcel. Tel : 331 18 18

le collectif organise d'autre part une

FÊTE DE SOUTIEN

LE JEUDI 11 MAI DE 18 H à 23 h
au PFA (PLACE DES FÊTES AVENIR)
9 Rue du Pré Saint-Gervais - M^o Place des Fêtes
Participation aux frais : stagiaires, chômeurs, 5 F
autres... 15 F

Besançon : 15 mois de lutte au Centre d'Aide par le Travail

(...) Le centre est occupé par les travailleurs depuis la fermeture le 24.02.77. Après une débâcle économique de 18 mois, la raison invoquée pour la fermeture est la loi d'orientation, dite «en faveur des handicapés». Comme les lois Haby, loi sociale ou loi Haby, loi sociale ou loi hospitalière, c'est une loi régressive et répressive. Elle condamne à la restructuration et aux licenciements de nombreux établissements.

Pour s'opposer à cette loi, pour exiger la réou-

verture du Centre et le maintien des avantages acquis par leurs grèves en 1975 : (SMIC, droit syndical pour les handicapés), les travailleurs ont voulu faire connaître une expérience quasi-unique en France.

Las de toutes les promesses (au départ on nous disait que la fermeture durerait seulement 3 mois), las de l'attente qu'on veut faire subir aux chômeurs, les syndiqués CFDT et sympathisants ont relancé en septembre 77 la pro-

● La lutte des stagiaires Barre continue. Le Collectif des stagiaires, après la manifestation du 16 mars, organise ce jeudi 11 mai une fête de soutien à laquelle il appelle les stagiaires et plus largement tous les travailleurs à participer. Nous publions ci-dessous des extraits du premier journal du Collectif faisant le point sur la situation du mouvement, au sujet duquel nous reviendrons plus en détails après la tenue de l'initiative de jeudi.



Nos revendications

Nous devons dès maintenant nous battre efficacement pour faire reculer le gouvernement et pour que nos revendications aboutissent, évitant ainsi le renouvellement de cette situation que nous connaissons.

Il faut donc exiger un véritable statut de salarié, ce qui signifie :

— Un salaire minimum égal à 100 % du SMIC, pour tous, quel que soit notre âge.

— Une rémunération équivalente à celle des salariés de l'entreprise pour la même fonction.

— Le paiement régulier de notre salaire (revendication bien modeste mais pourtant nécessaire).

— Des primes repas-transport.

— Un remboursement intégral de tous les soins médicaux.

— Un diplôme reconnu par l'Etat sanctionnant notre stage (et pas un certificat bidon).

— Le droit au chômage économique lorsqu'il n'y a pas d'embauche en fin de stage.

— Les mêmes droits pour tous, — moins de 18 ans, émigrés...

— La garantie de l'emploi au niveau de qualification correspondant.

duction et les ventes de meubles pour subvenir dans un premier temps aux besoins des handicapés payés par les ASSÉDIC à 75 % du SMIC. Fin avril, l'encadrement verra la fin de son indemnisation à 90 % et devra aussi se payer sur les ventes.

Un plan de relance existe, impulsé par le Centre Communal d'Action sociale. Mais les craintes que nous avons c'est avant tout sa fidélité à la loi d'orientation dite «en faveur» des handicapés, en particulier ses attaques contre les droits élémentaires conquis au CAT de Besançon par les travailleurs handicapés, travailleurs à part entière.

Face à cette situation, que font les pouvoirs publics ? Après les pressions exercées en 1977, pour la fermeture du Centre, (...) le refus de véritables négociations, c'est la volonté de faire pourrir notre lutte. De plus, la réponse des

autorités, du syndic Jacquot, du Conseil d'Administration, c'est un dépôt de plainte contre les travailleurs, ce sont des inculpations, des perquisitions, des interrogatoires par la police (...). Le 23 mai le Conseil général se réunira pour statuer sur le déficit du CAT, le coût des travaux à entreprendre pour le redémarrage, l'ensemble du plan de relance. Nous ne nous faisons guère d'illusion sur le résultat de ces discussions, la seule solution sera de poursuivre la lutte pour notre emploi et la satisfaction de toutes nos revendications : formation, droit syndical, SMIC.

«Nous appelons à un soutien large de tous les travailleurs militants et sympathisants. Venez au CAT, 26 rue Ampère, Besançon dans la zone industrielle».

Section Syndicale CFDT
du CAT

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942



NOUVELLE MARÉE NOIRE AU LARGE DES CÔTES ANGLAISES

Tandis que des milliers de tonnes de fuel de l'*Amoco-Cadiz* continuent à flotter à la surface ou entre deux eaux, tandis que le nettoyage des côtes bretonnes est loin d'être terminé, une nouvelle marée noire vient s'ajouter à la trop longue liste des pollutions marines.

Samedi, au large de la côte du Norfolk (Est de l'Angleterre) le pétrolier grec *Eleni V*, a été coupé en deux à la suite d'une collision avec le cargo français *Rosaline*. La collision n'a fait aucune victime : les 39 marins de l'*Eleni V* ont été recueillis par le cargo français. Mais sur les 12 000 tonnes que transportait le pétrolier, 4 000 se sont déjà répandues dans la mer, en une nappe de deux cents mètres de long et de cent

mètres de large. Plusieurs navires anti-pollution se sont empressés de déverser des tonnes de détergents efficaces pour disperser le pétrole mais aussi pour tuer la faune et la flore marines !

Plus que jamais, cette nouvelle marée noire vient souligner l'urgence des mesures à prendre pour réglementer la circulation des pétroliers, leur contrôle (la Grèce fait partie des pays fournisseurs de pavillons de complaisance), et surtout leurs dispositifs de sécurité. A cet égard, il est clair que le rapport transmis par Raymond Barre à l'OMCI (Organisation Maritime Consultative Inter-gouvernementale) constitue une fuite devant les véritables responsabilités, puisqu'il met la catastro-

phe de l'*Amoco-Cadiz* entièrement au compte du capitaine du super-tanker. Prouver cette responsabilité a des conséquences importantes, puisque c'est le seul moyen de parvenir à obtenir des indemnités supérieures à celles prévues par les plans Cristal ou Tovalop, signés par les armateurs. Mais, on voit aussi comment de

responsabilités individuelles en responsabilités individuelles, on cherche à escamoter les véritables problèmes posés par la course au profit des pétroliers, avec la complicité des gouvernements capitalistes. Après celui de l'*Amoco*, le capitaine de l'*Eleni V* va-t-il lui aussi servir de trop commode bouc-émissaire ?

Paris 18^e : «Huit heures contre la marée noire»

Une cinquantaine de personnes ont participé dimanche après-midi à Paris aux «Huit heures contre la marée noire» organisées par le Comité XVIII^e de l'Union Ouvrière et

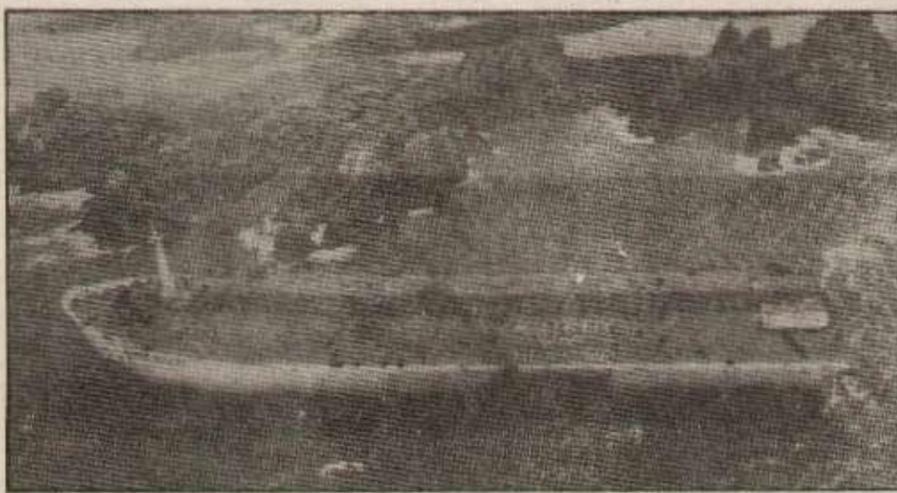
Paysanne pour la Démocratie Proletarienne. Les habitants du quartier, jeunes surtout mais aussi moins jeunes, ont suivi avec attention les interventions soulignant les responsabilités du gouvernement dans la catastrophe, les graves conséquences sur l'environnement et la lutte entamée par les travailleurs bretons pour qu'une telle catastrophe ne se reproduise pas. Un montage diapositives était projeté ensuite, qui évoquait d'une façon vivante des problèmes.

Où en est la lutte contre la marée noire ? Que penser des «mesures» prises par le gouvernement après la marée noire ? Telles sont quelques-unes des questions qui ont été débattues. Questions qui prenaient toute leur actualité quand il fut annoncé qu'à nouveau un pétrolier lâchait plusieurs milliers de tonnes de fuel au large des côtes anglaises...

L'après-midi s'est terminée en musique et en danses, trois «sonneurs» bretons s'étant spontanément présentés pour jouer de la bombarde. Auparavant François Tusques et l'Atelier populaire de la chanson avaient animé l'après-midi.

Une autre réunion consacrée à la marée noire aura lieu jeudi 11 mai à 20 heures, au 27 av. de Choisy Paris (13^e), organisée par le Comité XIII^e de l'UOPDP.

L'Olympic Bravery et le franc symbolique



C'est la carcasse de l'*Olympic Bravery*, échoué sur la côte Nord de l'île d'Ouessant depuis le 13 mars 76. Deuxième marée noire en Bretagne après le Torrey Canyon et avant le Boehlen et l'*Amoco-Cadiz*.

Depuis, les 80 000 tonnes de ferraille de l'*Olympic Bravery* servaient de «garage à poissons», et on désespérait que l'épave lamentable disparaisse un jour de la vue. Cela sera chose faite bientôt, après plus de deux ans d'attente. M. Georges Braganti, de la Société de récupération et de

renflouement de Marseille a en effet acheté la carcasse en juillet 1977 et va entreprendre mardi les opérations de récupération, en collaboration avec la société anglaise «Seymour». Deux solutions sont envisagées : découper sur place les deux parties du pétrolier, ou bien découper en deux la partie avant, renflouer le chateau et remorquer les trois tronçons vers une plage. Quel que soit le coût des opérations, Braganti rentrera sans doute dans ses frais en revendant la ferraille : il a acquis l'*Olympic Bravery* pour la somme de... 1 F !

Paris INTERVENTION DU COBA DEVANT LE STADE DE MONTREUIL

Samedi 6 mai avait lieu un match de football opposant Lille au Paris FC à Montreuil. Le COBA XX^e en a profité pour intervenir massivement auprès des supporters, afin de dénoncer la situation politique en Argentine. Le COBA XX^e a appelé au boycott de l'organisation du «Mundial» par ce pays, en diffusant un tract, en vendant l'*Epique*, en apposant des panneaux d'information à l'entrée du stade.

Cette intervention ne parvenait pas à briser l'incompréhension de certains supporters, mais donnait lieu par ailleurs à de nombreuses discussions, où le COBA trouvait un écho à ses propositions.

Cette action a pour but d'élargir l'intervention du COBA XX^e, qui apparaît déjà sur les marchés, en s'adressant directement aux amateurs de sport. La prochaine réunion du COBA XX^e aura lieu :

Mardi 9 mai à 20 h

33 rue des Vignoles (M^o Buzenval)

Le COBA 20^e émettra jeudi 18 mai à partir de 19 h 30 sur radio Bastille (91 MHz)

Correspondant COBA 20^e



Photo D.R.

Hospice de Nanterre : un mitard pour les vieillards

L'hospice de Nanterre est une ancienne prison. C'est déjà tout un programme. Mais comme toute prison, elle comporte un mitard, cette prison dans la prison. Au «Bloc 45», des cellules au sol en terre battue accueillent les vieillards qui ont déplu à la direction. Un matelas posé à même le sol, un WC à la turque à côté du matelas ; la chasse d'eau ne peut être actionnée que de l'extérieur.

Officiellement, on indique à la direction de l'hospice que ces cellules servent uniquement à abriter les clochards que la police a ramassés pendant la nuit. Ce qui, de toutes façons, ne constitue pas une justification des conditions scandaleuses dans lesquelles ces personnes sont «hébergées».

Mais, selon les habitants du quartier, ce sont bien

les pensionnaires de l'hospice qui se retrouvent fréquemment «punis» de cette façon. Il faut comprendre, dit en substance la direction, qu'il arrive souvent que des locataires soient pris de boisson. Il faut bien alors, selon elle, les isoler pour qu'ils ne troublent pas le sommeil des autres pensionnaires. En réalité, ce n'est pas seulement pour une nuit que la direction isole ainsi certains de ses pensionnaires dans le souci philanthropique de préserver le sommeil des autres. Le conseil de discipline de l'établissement s'octroie le droit d'infliger des «peines» pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines de «trou».

C'est jusqu'au soir de leur vie que la bourgeoisie témoigne son mépris pour les travailleurs lorsqu'ils ne sont plus productifs pour elle.

TERRIN : RELANCE PEUT ÊTRE, MAIS TOUJOURS DES LICENCIEMENTS

Chez Terrin, malgré les propositions de prise de participation (40 %) faites samedi par la société saoudienne T.A.G (Techniques d'avant garde), les menaces continuent de peser sur l'emploi des 4 000 salariés directs, et des 5 000 salariés de la sous-traitance. Car si cette prise de participation peut relancer Terrin, les conditions sont draconiennes : «retour à une rentabilité normale», autrement dit, toujours les menaces de licenciement ! 825 lettres de licenciement seraient prêtes pour cette semaine !

Après cette proposition de l'acheteur du France de relancer Terrin, le PCF redouble sa campagne «construire, réparer, transporter français», au nom de la place de la France dans le «développement de la coopération internationale».

SEMAINE NATIONALE DE GREVE DANS LES HÔPITAUX

Une semaine d'action, entre le 8 mai et le 13 mai, avec préavis de grève couvrant cette période pour tout le pays, grève nationale le 11 mai, manifestation nationale à Paris le 18 mai, c'est ce que proposent les fédérations CGT et CFDT. Pour nombre d'hospitaliers, dont certains sont en lutte depuis plusieurs mois, avant même les élections, cette semaine d'action peut être positive. Ceux d'Orléans, par exemple, ont lancé une sorte d'appel à l'extension de l'action, sur la base de ce mot d'ordre national : «Les initiatives de cette semaine doivent nous permettre de démarrer enfin une lutte nationale pour faire céder le gouvernement». C'est bien de cela qu'il s'agit, car il est évident qu'isolément les hospitaliers ne peuvent gagner. La revendication centrale reste le paiement des 13 heures par mois qui ne sont plus faites et l'embauche massive : revendication qui concerne tous les centres. Au niveau local, le mouvement sera certainement repris de façon différenciée, selon la mobilisation, de l'information à une relance de la grève. A Orléans, les grévistes appellent tous les hôpitaux à s'y retrouver le 12 mai, pour faire le point.

RATP : MALGRÉ LES SANCTIONS, LA GREVE S'ÉTEND

Partie le 27 avril du dépôt RATP de Fontenay-aux-Roses, la grève des conducteurs de bus s'est petit à petit étendue : les 8 500 machinistes exigent l'embauche de 500 agents supplémentaires, 500 F d'augmentation, 2 jours de congé pour 5 jours de travail, et 6h30 de conduite par jour. Face à ce mouvement, la direction de la RATP a infligé des sanctions aux grévistes de Fontenay-aux-Roses. Cette répression n'a fait qu'amplifier le mouvement. Lundi, les dépôts de Nanterre, des Lilas et de Pleyel devaient rejoindre la grève, qui est reconductible chaque jour. Mardi, c'est l'ensemble des conducteurs de bus qui devait être en grève, et participer à la manifestation convenue par les syndicats, devant le siège de la RATP, quai des Grands Augustins, à 9h30.

Escalade militaire française en Afrique

L'AVIATION FRANÇAISE CONTRE LES COMBATTANTS DU FRONT POLISARIO

R.A.S.D. (Territoires libérés) (a.p.s.). — Six appareils Jaguar de l'aviation française basés à Dakar et Nouadhibou sont intervenus dans la matinée de jeudi contre les forces de l'Armée de Libération Populaire Sahraouie (A.L.P.S.) qui assiégeaient à Ezig-Badrag (100 kilomètres au Sud-est de Bir N'Zaren) d'importantes forces monarchistes, a indiqué hier soir un communiqué du ministère de la Défense de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Les forces monarchistes étaient venues, mercredi 3 mai, de Guelta Zemmour et de Dakhla, pour opérer un ratisage. Fortement accrochées par des unités de l'A.L.P.S., les forces ennemies ont dû opérer un retrait au Sud d'Oum-Dreiga, laissant sur le terrain plus de 72 cadavres, précise le communiqué.

Le lendemain, jeudi 4 mai, ajoute le communiqué, les forces de l'A.L.P.S. ont de nouveau encerclé les rescapés de la veille, à 100 kilomètres au Sud-Est de Bir N'Zaren. «Devant l'attaque des forces de nos unités... et pour éviter l'anéantissement des troupes d'agression... le commandement marocain décida de faire appel à l'aviation française stationnée en Mauritanie, puisque les seuls «F-5» marocains ne pouvaient intervenir en raison de leur faible rayon d'action et de

la force de dissuasion anti-aérienne de nos troupes» précise le communiqué sahraoui.

Sollicitée à El-Aïoun où existe un état-major tactique tripartite (Maroc-Mauritanie-France), ajoute le communiqué, l'aviation française obtient le feu vert de l'Élysée pour intervenir.

Après cette première intervention de l'aviation française qui a eu lieu vers midi dans la journée de jeudi, les troupes marocaines n'arrivaient toujours pas à briser leur encerclement par les forces de l'ALPS. C'est alors, précise le communiqué du ministère sahraoui de la Défense, qu'une nouvelle intervention aérienne, menée également par six Jaguar français, est décidée aux environs de 18 h.

Les pertes sahraouies, dues à cette intervention sont évaluées par le ministère sahraoui à onze morts et 7 véhicules détruits. Dans leur réaction à «cette nouvelle intrusion des forces aériennes françaises dans les territoires libérés de la RASD», les forces de l'ALPS «ont durement touché deux Jaguars l'un par missile, l'autre par l'artillerie anti-aérienne. Quant aux troupes d'invasion monarchistes, leurs pertes humaines se sont élevées au deuxième jour de combat à quarante morts et à des pertes matérielles substantielles».

Algérie Presse Service

OPEP : CONFÉRENCE DE TAÏEF

Une réunion de l'OPEP s'est tenue ce week-end à Taïef, en Arabie Saoudite. Il s'agit d'une réunion informelle, où aucune décision ne sera prise. Elle doit faire le point sur un certain nombre de problèmes, en particulier celui de la fixation du prix du pétrole, décision qui devrait être tranchée par une conférence régulière dans quelques semaines.

Le problème de la cotation des prix du pétrole sera posé : en effet celui-ci est calculé en dollars et la baisse de la monnaie américaine a déjà entraîné des pertes considérables pour les pays exportateurs. Plusieurs pays proposent que ce prix soit calculé sur la base d'un panier de devises de différents pays. D'autres envisagent de faire pression sur les États-Unis pour obtenir un redressement du dollar. D'autre part, les États membres de l'OPEP examineront également la

possibilité d'une programmation de la production. Diminuer la production permettrait de réduire l'offre aujourd'hui trop importante et de soutenir le marché, ce qui créerait les conditions économiques pour une augmentation du prix du brut. Bien entendu cette diminution ne peut être programmée que par un accord de tous.

Lors d'une conférence de presse, Hernandez, ministre vénézuélien du pétrole qui participe à la conférence, a déclaré que son pays disposait de très importantes réserves de pétrole dans le bassin de l'Orénoque : 100 milliards de tonnes, soit deux fois plus que les réserves de l'Arabie Saoudite. Les experts des compagnies pétrolières estiment que ce pétrole aurait des coûts d'extraction beaucoup trop élevés. Mais il deviendrait concurrentiel en cas d'augmentation des prix.

De Guiringaud au Club de la presse d'Europe 1

JUSTIFICATION CYNIQUE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION

Liban : l'intervention doit continuer à s'étendre

A une question qui lui est posée au sujet d'un retrait des troupes françaises participant à la force de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères répond qu'il n'en est pas question. «Le retrait du contingent des Nations-Unies, cela voudrait certainement dire le retour des Israéliens. Je pense que ceci est de nature à faire réfléchir...». Alors que ce retrait n'est

même pas acquis, le ministre de Giscard envisage une occupation du Sud-Liban de longue durée, l'instauration d'une véritable zone tampon. On voit bien quelle est son interprétation de la résolution de l'ONU ! De plus, Guiringaud a déclaré que les troupes françaises pourraient être dotées de moyens supplémentaires en armes.



Bivouac français au Gabon

Afrique : les coopérants otages de la politique d'intervention

«La France apporte une aide à des gouvernements légitimes d'États avec lesquels nous avons des accords de coopération... des États avec lesquels nous avons des liens anciens et très divers, avec lesquels nous poursuivons une action de coopération civile qui engage plusieurs milliers de Français dans presque chacun d'entre eux, dans lesquels résident aussi des civils français qui sont allés là-bas de leur plein gré, pour leurs affaires ou pour être au service de ces États nouveaux...».

Toute l'argumentation de Guiringaud tournera autour de cela. Évitant pudiquement de parler des «intérêts français», ce qui aurait une consonnance trop colonialiste, Guiringaud met en avant la «protection des résidents français». Ainsi, déclare-t-il, s'il y a des troupes supplémentaires à Ndjamena, c'est pour «protéger les Français». Mais pourquoi justement y avait-il des manifestations contre la présence française ? Il évite de le dire.

Il insiste également sur la «légitimité» et la «représentativité» des régimes que les interventions impérialistes françaises soutiennent. Ce qui l'amène à prétendre qu'au Tchad «il

y a depuis quelques mois une rébellion au Nord», alors que la guerre et l'intervention française durent depuis dix ans ! De même, en ce qui concerne le Sahara, il reprend sans sourciller la théorie d'une agression algérienne contre la Mauritanie.

Sans crainte de se contredire, Guiringaud affirme que le soutien militaire ne va jamais jusqu'à la participation de militaires français au combat, sauf «quelques exceptions» au Sahara et au Tchad ces derniers mois. De plus, il minimise les chiffres des troupes d'intervention en «oubliant» les mercenaires détachés ou mis en retraite par l'armée française qu'on ne compte pas dans les forces régulières.

Comme on lui demandait quel contrôle le Parlement peut exercer sur cette politique interventionniste, Guiringaud a répondu : «Le pouvoir appartient au président de la République qui décide d'une opération lorsqu'il estime que c'est nécessaire». Il a ajouté que le gouvernement «travaille» sur des hypothèses d'intervention déjà élaborées et qu'il informe après coup la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale !

Angola : 600 morts dans les camps de réfugiés namibiens

L'AGRESSION RACISTE CONDAMNÉE PAR L'ONU

L'agression du régime raciste d'Afrique du Sud contre les camps de réfugiés de Namibie en Angola a fait environ 600 victimes et plusieurs centaines de blessés. L'aviation, les parachutistes et les troupes terrestres du régime de Prétoria ont attaqué simultanément plusieurs localités. L'armée sud-africaine était équipée de chasseurs bombardiers Mirage fournis par la France, l'hélicoptère Puma français et d'avions de transport américains Hercules 130 de fabrication américaine. Cela n'a pas empêché Carter et Guiringaud de «déplorer» ce massacre pour lequel ils ont armé le régime de Vorster pendant des années.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté samedi à l'unanimité une résolution

présentée par les pays du Tiers-Monde qui condamne l'Afrique du Sud, exige le retrait immédiat de ses troupes et envisage des sanctions dans le cas d'une nouvelle agression. Devant l'extrême gravité des faits, les Occidentaux ont été contraints de voter pour la résolution, alors qu'ils s'abstiennent le plus souvent.

L'agression de l'Afrique du Sud intervient précisément au moment où la question de l'indépendance de la Namibie est discutée à l'ONU. Vorster, le chef du gouvernement de Prétoria, a accepté le plan de règlement proposé par les puissances occidentales, dans la mesure où celui-ci peut lui permettre de garder le contrôle de la Namibie. Nujoma, dirigeant de la SWAPO, avait demandé

que ce plan soit renégocié. La SWAPO exige que des élections se fassent sous le contrôle de l'ONU et non sous le contrôle de Prétoria, et que l'appartenance du port de Walvis Bay à la Namibie soit reconnue.

Tout en négociant le plan occidental, le régime de Prétoria veut, par sa politique d'intervention et de massacre, semer la terreur parmi les réfugiés namibiens et tenter de frapper la SWAPO. En intervenant en Angola, de même que les racistes rhodésiens qui attaquent le Mozambique, il espère aussi une internationalisation du conflit qui lui permettrait de demander l'aide des impérialismes occidentaux. La fragilité persistante du régime angolais et la présence mas-

sive de troupes cubaines ne peuvent d'ailleurs que l'encourager dans ce genre de calcul.

J.P. CHAMPAGNY

URSS : KLEBANOV EMPRISONNÉ

Vladimir Klebanov, ancien mineur, fondateur du syndicat indépendant des travailleurs soviétiques, a été transféré de l'hôpital psychiatrique à la prison de Donetsk en Ukraine. Trois autres militants du syndicat sont actuellement en prison ou dans un bagne psychiatrique.

ITALIE

VERS L'APRES - MORO...

● En Italie, la plupart des commentateurs s'accordent pour estimer que le dénouement de l'affaire Moro est proche. Certains estiment que Moro est déjà mort, et citent à l'appui de leur point de vue les termes mêmes du dernier communiqué en date des « Brigades rouges » qui déclare notamment : « Nous concluons la bataille engagée le 16 mars en exécutant la sentence à laquelle Aldo Moro a été condamné ». Les termes de la lettre adressée vendredi à sa femme par Aldo Moro « Ils m'ont dit que dans peu de temps ils me tueraient », vont dans le même sens. Toutes les recherches entreprises par la police se révèlent donc vaines.

Certains ont parlé à ce propos de décomposition de l'Etat italien, mais qu'en est-il en réalité ?

Assurément, les multiples épisodes qui ont marqué la vie italienne depuis l'enlèvement de Moro, ont souvent ridiculisé les autorités : l'épisode du lac des Appennins où durant plusieurs jours fut concentré l'attention de l'Italie, avec la recherche sans succès (et pour cause) du corps de Moro par des milliers de policiers et de militaires, fut considéré comme une humiliation par l'Etat italien.

UNE CERTAINE EFFICACITÉ !

Mais cet épisode, dont on ignore encore s'il ne fut pas monté de toutes pièces par les autorités, a été largement utilisé par elles, comme tout le reste de l'affaire, pour « justifier » le développement de l'arsenal répressif. Si aujourd'hui l'Etat italien est impuissant à « retrouver » les terroristes des « B.R. », il est par contre d'une efficacité redoutable pour quadriller le pays, renforcer la surveillance des masses et donner la chasse aux militants qui refusent de faire de la défense de l'Etat bourgeois

et de la condamnation de l'action des « Brigades Rouges » une seule et même chose. Les très vastes opérations policières déclenchées ce week-end sur l'ensemble du territoire italien, et notamment à Rome et dans le Latium où elles ont été conduites personnellement par le ministre de l'Intérieur, Cossiga, dès samedi matin, n'ont rien donné pour retrouver les ravisseurs de Moro, mais ont abouti à l'arrestation de dizaines de lycéens, étudiants, enseignants, syndicalistes ouvriers, d'animateurs de radios libres, dont le lien avec les « Brigades Rouges » n'est nullement prouvé.

UN PROCESSUS INQUIÉTANT

À la faveur de l'affaire Moro, la police italienne est aujourd'hui dotée de pouvoirs exceptionnels, pouvant perquisitionner, interroger, arrêter, sans mandats, sans avocats ; et les lois fascistes mussoliniennes jamais abrogées sont au contraire réactivées. Dans le même temps, on assiste à une

véritable mise en valeur de l'« inutilité » du fonctionnement des institutions parlementaires, les partis, de la DC au PCI, s'arrangeant par exemple pour que les lois contestées comme celle, récente, pseudo-libérale, sur l'avortement, soient adoptées de façon expéditive, pour éviter tout référendum pourtant réclamé par de larges fractions de l'opinion publique. Parallèlement, le PCI qui entretient la mystique de la défense de l'Etat, organise dans la CGIL, la CGT italienne, la délation contre les militants ouvriers qui refusent la collaboration de classes. L'appel du PCI et des syndicats pour une journée d'action « anti-terroriste » le lundi 8 mai, s'accompagne du mot d'ordre de « dénoncer dans les usines les sympathisants des Brigades Rouges ». Cette notion de « sympathisants » dans la bouche des dirigeants du PCI comme dans celle des dirigeants de la DC, est extrêmement dangereuse puisqu'elle peut aisément s'appliquer, pour eux, à tout militant révolutionnaire ou syndicaliste combattif. Tout cela n'inquiète pas, bien au contraire. L'Humanité qui écrit l'édition de lundi : « Toute comparaison avec la RFA, par exemple, serait fallacieuse. Image pour image, il faudrait sans doute plutôt songer à une France qui se mobiliserait autour de ce que fut le programme du Conseil National de la Résistance, qui serait resté vivant » (1).

Devant les mesures de renforcement policier et d'encadrement des masses qui se développent, d'au-

cuns parlent d'un processus de fascisation en Italie. Il est certain en tout cas que le processus en cours est lourd de menaces pour les libertés démocratiques dans ce pays.

LA DC AUSSI VEUT EN TIRER PARTI

Dans ce processus, les deux principaux partis bourgeois, le PCI et la DC, rivalisent pour assurer leur domination sur la société italienne. Face au PCI, les atouts de la Démocratie chrétienne ne sont pas négligeables.

Ce parti profite de la coloration « gauche » du discours des « B.R. » pour essayer de se dédouaner de ses propres complicités avec le terrorisme. Il est en effet de notoriété publique en Italie que les activités terroristes, jusqu'en 1974 en tout cas, ont été essentiellement le fait de groupes d'extrême-droite (qui continuent d'ailleurs toujours leurs exactions, même si on ne parle plus guère que des « B.R. »), et que ces groupes, pour leurs attentats, ont largement bénéficié de complicités de toutes sortes, d'au moins une partie de la DC.

De plus, la DC peut, paradoxalement, utiliser certaines de ses hésitations vis-à-vis de la marche à suivre face aux ravisseurs de Moro (même si la position hostile à toute négociation l'a nettement emporté à la direction de ce parti), pour conserver la confiance de couches bourgeoises ou petites-bourgeoises mises mal à l'aise par le discours « pur et dur » du PCI.

Enfin, la DC bénéficie toujours d'une position exceptionnelle au sein de l'appareil d'Etat, qu'elle contrôle sans partage depuis plus de 30 ans et dont elle maîtrise tout renforcement.

Face à cela, le PCI est engagé dans une fuite en avant, qui peut se révéler dangereuse pour lui, d'autant que ce parti, avec sa défense outrancière de l'Etat, court le risque de se couper plus nettement que par le passé de tous les éléments ouvriers qui contestent l'ordre corrompu de l'Italie capitaliste.

La mise sur le devant de la scène par les mass-média des « B.R. » ne saurait faire oublier en effet la contestation de masse de la stratégie révisionniste du « compromis historique ». Une contestation qui s'est notamment affirmée depuis 77 dans des rassemblements de masse regroupant parfois plus de cent mille personnes, comme à Milan ou à Bologne où des milliers d'ouvriers des comités d'usines avaient exprimé, fin 77, les véritables aspirations de leur classe.

Jean-Paul GAY

Irlande : le correspondant de Libération est emprisonné en même temps que 9 patriotes

Alain Frilet, correspondant de Libération en Irlande du Nord depuis deux ans, a été accusé par la police britannique d'appartenance à l'IRA en même temps que 9 patriotes irlandais. Ils sont emprisonnés arbitrairement depuis maintenant dix jours. Alain Frilet est accusé sur la base du matériel de documentation photographique dont il dispose qui a été trouvé chez lui. La police britannique reproche au correspondant de Libération d'être lié aux patriotes irlandais et de s'être abstenu de lui fournir des renseignements à leur sujet. Il devrait passer en jugement ce mercredi.

URSS : le procès de Guinzbourg repoussé

Selon une déclaration de sa femme, le procès de l'opposant Alexandre Guinzbourg, qui semblait proche, est repoussé au 30 juin. Responsable du Fonds de soutien aux prisonniers politiques, Guinzbourg, déjà incarcéré à plusieurs reprises, a été inculpé de « propagande et agitation antisoviétiques » et gardé au secret depuis février 1977. L'instruction, qui se déroule sans que l'inculpé puisse être assisté par un avocat, a été à nouveau prolongée.

Tunisie : grève de la faim des syndicalistes emprisonnés

Des syndicalistes emprisonnés à Tunis après les événements de janvier et la répression contre l'UGTT ont commencé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et contre l'isolement absolu des anciens dirigeants de l'UGTT. Maître Zavrian, du barreau de Paris, qui avait été mandaté par la Fédération internationale des droits de l'Homme pour enquêter sur la situation de ces syndicalistes, a été expulsé de Tunisie par la police du gouvernement Nouira. Les flics ont saisi sa documentation et l'ont reconduit à l'aéroport.

Dialogue « Nord-Sud » à l'ONU

Après l'échec de la Conférence de Paris sur le dialogue « Nord-Sud », l'Assemblée générale de l'ONU, a décidé au cours de sa dernière session de créer un comité plénier chargé de suivre cette question. Le comité, composé de représentants à un haut niveau des Etats membres a commencé ses travaux au début du mois de mai. Il sera chargé de suivre l'application des décisions et des accords sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international, de donner l'impulsion nécessaire aux négociations, de servir de forum pour certaines questions en organisant des échanges de vues. Le comité plénier a porté à sa présidence pour l'année 1978 le représentant du gouvernement algérien.

Les USA renforcent leur armée en Europe

Le général Haig, commandant en chef de l'OTAN, et son adjoint pour l'armée de l'air se sont fixés pour objectif de pouvoir faire venir des Etats-Unis 5 divisions (75 000 hommes environ) en moins de 10 jours, et 60 escadrilles (1 400 chasseurs) en une semaine. Les effectifs de l'armée de terre stationnées en Allemagne seront augmentés de 8 000 militaires avant la fin de l'année, et 24 000 missiles guidés antichars seront ajoutés d'ici 5 ans. Ce sont les projets des quartiers généraux de Heidelberg et de Ramstein en Allemagne fédérale. Il est prévu aussi la construction de nouvelles pistes aériennes, l'amélioration de la capacité de transport rapide de nouveaux renforts par avions.

Festival du cinéma latino-américain

● Festival latino-américain de cinéma 8, super 8 et 16 mm, à la maison du Mexique 9 bd. Jourdan cité universitaire Paris, le 9, 10, 11, 12 mai à 20 heures, et à la cité universitaire de Nanterre les 9, 10, 11 mai de 14 à 17 heures, organisé par ASOVEN (Association vénézuélienne des étudiants et stagiaires).

Films	PAYS	RÉALISATEUR	DURÉE
Sem Milagros en Murialdo	Brésil	Camera 8	10 mn
Asuncion	Colombie	L. Ospina et C. Mayolo	17 mn
Oiga, vea	Colombie	Idem	27 mn
Agarrando pueblo	Colombie	Idem	27 1/2 mn
El bombardeo de Washington	Colombie	L. Ospina	1 mn
Artiste contois	France	Patricks L. Martinez	14 mn
Auto retrato			
Auto retrato	Colombie	Luis Ospina	3 1/2 mn
Les clochettes d'Estremoz	France	Da Costa Fabian	10 mn
Sans issue	USA	John Ricciardi	20 mn
Dia do Grilo	Brésil	Camera 8	10 mn
El Ciel para la cunshi	Equateur	G. Guayasamin	15 mn
Les semences de l'aurore	uruguay	Montevideo atelier	1,20 mn
Un peuple en lutte	Argentine	Comite de soutien à la lutte du peuple argentin	45 mn
Senores Generales, Senores coronoles	Bolivie 77	Audiopradif	75 mn
Perou, la fin d'un mythe	Perou	A. Labrousse	8 mn

A l'heure où les firmes allemandes construisent en URSS la plus grosse aciérie du monde

LA «COOPÉRATION» ÉCONOMIQUE URSS - RFA

Un moyen de pression du social-impérialisme sur l'Europe

Par Anne RHEIN

Lors de sa dernière visite à Bonn en mai 1973, Brejnev avait lancé un appel très remarqué pour une gigantesque coopération bilatérale. Il proposait alors à la République fédérale un transfert énorme de technologie et en particulier l'exploitation commune des matières premières de Sibérie. La réalité reste, pour le moment, loin derrière ces projets. Néanmoins, la République fédérale a pu se maintenir comme le partenaire commercial occidental le plus important de l'Union soviétique, et les relations économiques entre les deux pays n'ont cessé de se renforcer.

Quand l'URSS vend une machine à la RFA, la RFA en vend 168 à l'URSS

Ce n'est qu'avec la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse (nouvelle frontière entre la Pologne et l'Allemagne après l'écrasement du Reich) et la reconnaissance de la RDA que l'Allemagne fédérale commence à pénétrer à l'Est ; ses échanges avec l'Est connaissent alors un essor assez spectaculaire. Si en 1963 les Etats-Unis, ont encore pu interdire la livraison des tubes d'acier ouest-allemands à l'Union soviétique en les cataloguant comme marchandises stratégiques, l'ostpolitik qu'engage le gouvernement Brandt/Schelle à partir de 1970, donne les coudées assez franches à la RFA pour qu'elle puisse s'affirmer sur les marchés soviétiques.

En échange de ses matières premières, surtout celles destinées à la production d'énergie, l'Union soviétique importe de la RFA ses technologies et son

Entre 1970 et 1976, le volume des échanges entre les deux pays est passé de 2,5 à 11,1 milliards de DM (soit environ 24 milliards de francs). Un excédent de la balance commerciale existe toujours en faveur de la République fédérale ; celui-ci s'est pourtant réduit sensiblement en 1976 et 1977, l'URSS ayant freiné ses importations et stimulé ses exportations pendant la période. En même temps, l'URSS essaie de rééquilibrer la structure des échanges. Mais encore aujourd'hui, 85 % des livraisons soviétiques sont des matières premières (pétrole en particulier) et des produits semi-finis (gaz naturel, fer brut) ; par contre, la RFA exporte vers l'URSS à 95 %, des produits finis. Ce déséquilibre est particulièrement net sur le secteur des biens d'équipement : pour une machine que l'URSS exporte en RFA, elle en achète 168...

Mais l'intérêt de la coopération germano-soviétique ne réside pas seulement, comme l'a constaté à un moment le gouvernement soviétique «dans son ampleur, mais également dans ses perspectives de durée». Et Friederichs, l'ancien ministre de l'économie, de souligner : «Certains projets de la coopération germano-soviétique s'étalent jusque dans le prochain siècle et engagent les deux parties à une coopération pacifique durable».

Coopération dont on sait que l'URSS sera le principal bénéficiaire : par exemple, au nom d'une coopération durable, la RFA n'a-t-elle pas tout intérêt à être plutôt discret dans la question des droits de l'Homme, à ne pas aller trop en avant dans la question de Berlin ?

à la RFA de 60 milliards de mètres cubes de gaz naturel soviétique d'ici l'an 2000, en échange de la livraison par la société allemande Mannesmann de un million de tubes de grand diamètre pour gazéoduc. Aujourd'hui, le gaz naturel soviétique couvre déjà 10 % de la consommation totale ouest-allemande, et la tendance va en croissant. Le gaz naturel soviétique provient en outre d'un projet d'approvisionnement triangulaire conclu par l'URSS, l'Iran et la RFA ; d'ici 2003, l'Iran livrera 13 milliards de mètres cubes à l'Union soviétique qui en fournira 11 milliards à la RFA, la France et l'Autriche.

La plus grande aciérie du monde, d'une technologie extrêmement avancée, qui fonctionne selon le procédé de la réduction directe et qui produit exclusivement des aciers spéciaux, doit être construite à Koursk par des firmes allemandes. Actuellement, elle se trouve dans sa première tranche de construction. Trois millions de tonnes d'acier et deux millions de tonnes d'acier électrique devraient quitter, chaque année, l'usine à partir de 1981/82.

Pouvant devenir aussi important que le projet de Koursk, le projet d'installation d'un complexe pétrochimique à Tomsk en Sibérie dont la planification a été proposée aux groupes allemands Salzgitter, Krupp, Klöckner, Hoechst et Linde et qui aura occupé une place très importante dans les entretiens de coopération lors de la visite de Brejnev, 10 millions de tonnes de pétrole seront traitées chaque année à Tomsk. Le projet coûtera, selon les prévisions soviétiques, 10 milliards de DM, et le gouvernement fédéral s'est déclaré «prêt» à en garantir le financement.

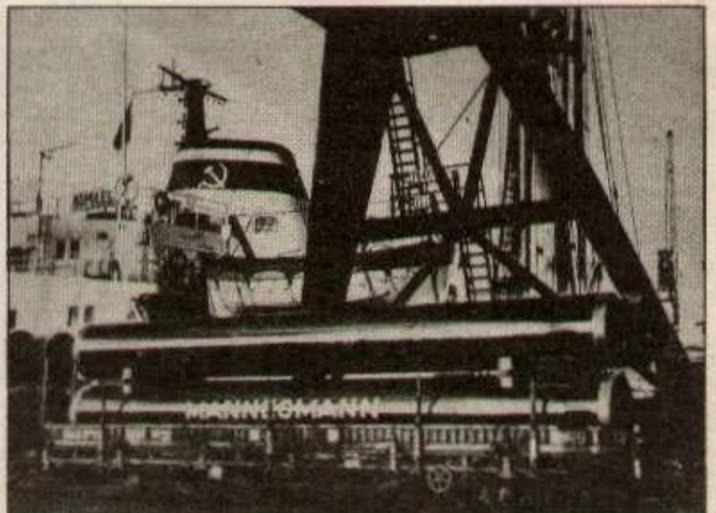
Pour rééquilibrer la structure de ses échanges en faveur d'une exportation accrue de produits finis, l'Union soviétique compte renforcer la coopération germano-soviétique en direction de pays tiers, et surtout des pays en voie de développement. C'est ainsi qu'est prévu par exemple la livraison commune d'une centrale hydraulique à l'Islande et de deux centrales thermiques à l'Argentine, ainsi qu'une coopération sur le plan de la construction navale (la planification se ferait en RFA, la construction en URSS), sur le plan de la construction aéronautique et dans la production et le transport de gaz naturel.

L'URSS tente de jouer sur la concurrence entre pays européens

L'importance de ces projets ainsi que le volume global des échanges germano-soviétiques, font que la République fédérale occupe, et de loin, la première place dans le commerce des

● Avec la «détente» et la bombe à neutrons, la coopération économique avec la République fédérale allemande se trouve au centre de l'intérêt que porte Brejnev à sa visite. Et la signature du contrat sur la coopération économique pour une durée de vingt-cinq ans revêt une certaine importance. Depuis un certain temps, Moscou se montre mécontent des échanges commerciaux entre les deux pays : pour le Kremlin la coopération germano-soviétique a besoin «d'un second souffle». En profitant de la lutte concurrentielle qui oppose les Etats européens entre eux dans leur course aux marchés de l'Est, et en profitant surtout de la situation spécifique de l'Allemagne dans ses rapports avec les superpuissances, qui lui interdit d'exploiter à fonds les atouts économiques, dont elle dispose (par rapports aux autres pays ouest-européens), l'URSS compte dicter à la RFA un engagement plus ample dans la coopération économique aux conditions soviétiques, s'entend. En même temps, elle fait de cette coopération une condition indispensable à la «détente».

Dans sa volonté de recourir à la technologie occidentale la plus avancée pour moderniser de façon accélérée son appareil de production, le social-impérialisme accorde une place privilégiée à la RFA.



Tubes allemands pour le gaz naturel soviétique.

Etats européens avec l'Union soviétique. A elle seule, elle exporte presque la moitié des livraisons de la CEE en URSS, et ses ventes représentent plus du double des exportations françaises vers l'URSS. Cette position lui permet de s'opposer davantage aux pressions soviétiques sur la question des crédits (l'URSS s'est engagée à payer la première tranche de Koursk au comptant) ou sur celle des accords de compensation.

Mais tout en privilégiant visiblement la République fédérale, l'Union soviétique pour s'approprier à vil prix la technologie occidentale, joue habilement sur la concurrence entre les Etats ouest-européens. Ainsi, bien que la construction de l'aciérie de Koursk ait été proposée, en 1974, à des groupes allemands, ceux-ci avaient dû se livrer à une âpre concurrence avec d'autres firmes ouest-européennes, avant que Salzgitter, Korf et Krupp obtiennent finalement, début 1978, les premières commandes. Et cela paraît être une pratique courante, en URSS que les factures présentées par les entreprises allemandes se trouvent réduites («pour la livraison incomplète») ou que l'Union soviétique décide unilatéralement d'abaisser les prix, par exemple des tubes allemands, sachant que Mannesmann est à court de commandes.

Appels soviétiques aux concessions

Malgré l'étendue des échanges germano-soviétiques, l'URSS en veut plus. Surtout les réticences allemandes quant aux accords de compensation (prévoyant le paiement des livraisons par des produits souvent fabriqués dans les installations allemandes, en URSS, rencontrent des réactions soviétiques assez proches de la menace. Tel ce commentaire diffusé récemment par l'agence soviétique Novosti, relève : «Tous n'ont pas compris en RFA les avantages des grands projets à long terme. Certains milieux d'affaires préfèrent des marchés

isolés à court terme, uniquement pour de l'argent comptant. Une telle attitude recèle une certaine méfiance». Soulignant volontiers que l'URSS contribue à «garantir les emplois en RFA», l'Union soviétique fait en même temps de la coopération la pierre de touche de la détente. Qu'il s'agisse de Berlin ou de la limitation de l'armement en Europe : aujourd'hui, de bonnes relations avec l'URSS passent par le renforcement de la coopération économique, ce qui, souvent, implique en même temps, des concessions au niveau politique. «Pour promouvoir les relations URSS-RFA» poursuit Novosti : «Il faut plus de volonté politique dans l'approfondissement de la détente, s'engager davantage dans la coopération économique et avoir plus de confiance dans les intentions de l'une et de l'autre». Et Schmidt qui, face aux incertitudes qu'entraîne la politique de Carter pour la sécurité de l'Allemagne, a tout intérêt à négocier directement avec l'URSS, peut céder avec l'espoir d'éviter de le faire sur d'autres points, peut être amené à accepter dans une plus large mesure les accords de compensation, même quand ils portent — comme dans le projet de Tomsk — sur des produits difficiles à écouler sur un marché allemand déjà saturé.

Le fait qu'un accord sur les livraisons soviétiques d'uranium naturel en RFA ne figurait pas à l'ordre du jour des négociations sur la coopération économique, montre que, même sur le plan économique la RFA n'est pas maîtresse du jeu de ses relations avec l'URSS. En effet, après le stop des livraisons américaines en uranium décrété récemment par Carter, des négociations avec l'URSS sur ce point avaient paru souhaitables aux milieux d'affaires en RFA. Mais ni la RFA, ni l'URSS ne sont intéressées à une trop importante détérioration des relations germano-américaines, la RFA, ne peut pas se le permettre et l'URSS ne juge pas opportun d'hypothéquer à travers cette question, les relations soviéto-américaines.



Des firmes allemandes vont construire en URSS la plus grande aciérie du monde

En effet, ce sont les projets d'envergure qui sont déterminants, pour la coopération germano-soviétique. Un des contrats passés a prévu la fourniture

savoir-faire industriel, «la dure lutte concurrentielle qui existe sur les marchés occidentaux», constate en 1975, lors de la première exposition de la RFA à Moscou, le ministre ouest-allemand de l'économie Friederichs, «engendre de véritables performances technologiques que l'on peut offrir à point nommé à l'Union soviétique».

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 8 mai

TF1

18 h 00 - *Quand la cuisine se fait à l'usine.*
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - *Passion sous les tropiques. Film américain de 1952, en version française avec Robert Mitchum, Linda Mitchell.*
 21 h 50 - Questionnaire : que reste-t-il de mai 68 ?
 22 h 50 - Journal

A2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 35 - Alain Decaux raconte : *La mort de Jaurès*
 22 h 25 - Zig-zag.
 22 h 50 - Journal

FR3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre : *Rencontre pour la paix.*
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
 20 h 30 - *La loi. Film franco-italien de Jules Dassin (1958). Avec Lolobrigida et Mastroianni, Yves Montand, Pierre Brasseur, etc.*
 22 h 05 - Journal

Mardi 9 mai

TF1

19 h 15 : Une minute pour les femmes
 19 h 20 : journal
 19 h 55 : Football : Eindhoven Bastia
 20 h 45 : Eh bien raconte
 21 h 00 : Eindhoven-Bastia, deuxième période
 21 h 50 : Découvertes TF 1
 22 h 35 : journal et fin

A 2

19 h 20 : Actualités régionales
 19 h 45 : Top club
 20 h 00 : Journal
 20 h 35 : Les dossiers de l'écran
 1958. *D'une république à l'autre, film de montage de Gilbert Larraga, débat : le retour du général de Gaulle au pouvoir.*
 23 h 30 : Journal et fin.

FR 3

19 h 40 : Tribune libre
 19 h 55 : Flash journal
 20 h 00 : Les jeux de vingt heures
 20 h 30 : Arsène Lupin contre Arsène Lupin
 22 h 15 : Journal et fin

Et l'acier fut trempé

125^e épisode

Les manœuvres tiraient à leur fin. Kortchaguine en était très épuisé. Il passa donc quelques jours chez sa mère où il rencontra son frère...

Kortchaguine eut l'impression qu'on le crava-chait. Il tira d'un coup sec la bride de son cheval, mais la main ferme de Goussev le retint. Deux sentiments luttèrent en Pavel pendant plusieurs minutes : la révolte et le sang-froid. Mais Pavel Kortchaguine n'était plus le soldat rouge qui pouvait, sur un coup de tête, changer d'unité. Il était le commissaire politique du bataillon qui se trouvait derrière lui. Quel exemple de discipline lui aurait-il donné s'il avait désobéi ? Ce n'est pas pour ce gandin qu'il avait formé ses huit cents hommes ! Il sortit ses pieds des étriers, sauta à terre et, surmontant une douleur aiguë dans ses articulations, se dirigea vers le flanc droit.

Pendant ces quelques jours, le temps fut exceptionnellement élément. Les manœuvres s'achevaient. Le cinquième jour, elles eurent lieu autour de Chépétovka, où elles devaient prendre fin. Le bataillon de Berezdov reçut pour mission d'occuper la gare en venant du village de Klimen-tovitchi.

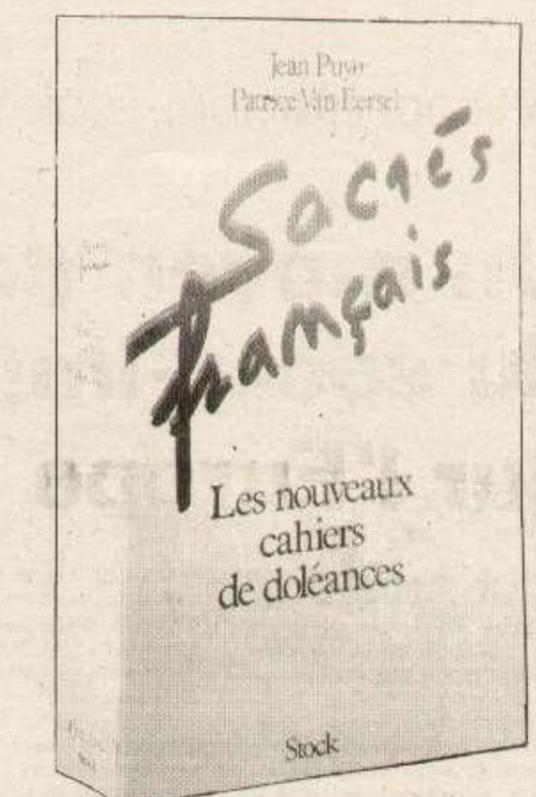
Connaissant la région comme sa poche, Kortcha-



Sur la fin de la dernière campagne électorale paraissaient deux livres qui posaient en somme la question : ces Français qui vont voter ou qui viennent de le faire, qui sont-ils ? «La vraie vie des Français» de Janick Arbois et Joshka Schidlow, et «Sacrés Français» de Jean Puyo et Patrice Van Eersel partent d'une démarche commune intéressante : rompre avec les images simplistes, les représentations étri-quées du «Français moyen» données par les sondages, donner la parole directement à ceux qui ne l'ont pas ou qui ne l'ont qu'à travers les questionnaires biaisés des sondeurs professionnels. Pour tenter d'atteindre cet objectif deux méthodes différentes. «La vraie vie des Français» est au départ le titre d'une enquête lancée par l'hebdomadaire Télérama au-

près de ses lecteurs. Le livre rassemble des extraits du courrier reçu en lui faisant éclairer un sondage réalisé par l'IFOP, toujours à la demande du même hebdomadaire, et se présente comme un travail de sociologues. «Sacrés Français», sur un ton plus personnel, est constitué d'une cinquantaine d'interviews, plus ou moins approfondies, réalisées au hasard des pérégrinations des deux auteurs.

Ces deux méthodes tracent d'emblée les limites des deux livres. Sur les 226 lettres reçues par Télérama, seules quatre émanaient d'agriculteurs et 10 d'ouvriers. Quant aux interviews fortement individualisées, ils donnent l'impression d'une mosaïque d'où n'émerge que difficilement l'idée d'une histoire collective. Des lacunes,



aussi, communes aux deux ouvrages surtout en ce qui concerne la vie des travailleurs ; c'est ainsi qu'à leur lecture, on pourrait oublier qu'il existe des ouvriers en grève, luttant ensemble et qui eux aussi ont des choses à dire...

Une même façon de mettre un peu tous les témoignages sur le même plan et d'éclairer le tout par des considérations humanistes surtout dans «La vraie vie des Français», où Francis Mayor résume, en post face, les aspirations exprimées, en parlant «d'une vaste nappe métaphysique ce flux de questions sur le temps et la mort, appels d'une vie autre, et besoin d'une valeur qui l'unifierait, lui donnerait signification».

Pourtant ces deux livres se lisent quasiment d'un trait. Parce qu'ils sont

riches de témoignages concrets et vivants, parce qu'ils reflètent une diversité qui bouscule pas mal de stéréotypes, ou d'idées toutes faites, parce qu'ils viennent rappeler «en direct» que pour beaucoup de Français «ça ne peut plus durer comme ça», tout en faisant le portrait aussi (surtout dans «Sacrés Français») de ceux qui aimeraient bien que rien ne change. Frappante également cette défiance vis-à-vis de ceux qui nous gouvernent, aussi bien que de ceux qui, à gauche, aspirent à les remplacer. Ce n'est pas un hasard si au moment de la parution de ces deux livres on pouvait constater un manque d'enthousiasme évident pour les propositions des partis de droite comme de gauche...

Claude ANCHER

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

guine indiqua à Goussev tous les cheminements. Divisé en deux parties, le bataillon effectua une manœuvre de flanc, tourna les positions de l'adversaire sans être remarqué et fit irruption dans la gare au cri de «Hourra!». Les arbitres estimèrent l'opération brillamment réussie. La gare resta aux gars de Berezdov et le bataillon qui la défendait, décimé conventionnellement de cinquante pour cent, se replia dans le bois.

Kortchaguine avait pris le commandement d'un demi-bataillon. Debout au milieu de la rue avec le commandant et le commissaire de la 3^e compagnie, il donnait des ordres pour l'organisation du terrain conquis. Un soldat accourut vers lui, essoufflé :

— Camarade commissaire, le commandant de bataillon demande si les mitrailleuses ont été postées aux passages à niveau. La commission doit arriver d'un moment à l'autre.

Pavel se dirigea vers le point de rassemblement en compagnie des autres gradés. Il y trouva le commandement du régiment. Goussev était félicité d'avoir si bien mené son opération. Les représentants du bataillon «vaincu» piétinaient sur place, si confus qu'ils ne cherchaient même pas à se justifier.

— Le mérite en revient à Kortchaguine. Il est d'ici, et c'est lui qui nous a conduits.

Le chef d'état-major fit avancer son cheval jusqu'à Kortchaguine, à le toucher, et lança ironi-

quement :

— Il s'avère que vous pouvez très bien courir, camarade, et que vous vous êtes présenté à cheval simplement pour faire du genre...

Il voulait encore ajouter quelque chose, mais le regard de Kortchaguine l'en empêcha et il s'arrêta net.

Quand les autorités furent parties, Kortchaguine demanda doucement à Goussev :

— Tu connais son nom ?

Goussev lui tapa sur l'épaule :

— Ne fais pas attention à cet individu. Il s'appelle Tchoujanine, et je crois qu'il était enseigne dans l'armée tsariste.

Kortchaguine s'efforça vainement à plusieurs reprises de se rappeler où il avait déjà entendu ce nom.

Les manœuvres se terminèrent. Ayant obtenu une appréciation très élogieuse, le bataillon regagna Berezdov, tandis que Kortchaguine restait deux jours chez sa mère, complètement épuisé. Il avait laissé son cheval chez Artem. Après s'être reposé et avoir fait à deux reprises le tour du cadran, Pavel vint, le troisième jour, voir son frère au dépôt. Il se sentit chez lui dans la bâtisse enfumée. Ses narines aspirèrent avidement la poussière de charbon. L'emprise de cette ambiance où il avait passé son enfance et sa jeunesse était encore puissante. Il avait le sentiment d'avoir perdu quelque chose de très cher.

(à suivre)



MOZAMBIQUE : la lutte pour une société nouvelle

Visite au village communautaire «25 septembre»

Reportage réalisé par le Centre d'Information sur le Mozambique

◁ La préparation du champ de coton pour les semences prochaines. Le tracteur utilisé a été acheté à crédit à l'Etat. Les bénéficiaires du village permettront son remboursement.

●Trois millions de paysans mozambicains vivent aujourd'hui dans les «villages communautaires», et le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) qui dirige le pays, après avoir conduit durant 13 ans, la lutte de Libération, se fixe pour objectif d'étendre cette nouvelle forme d'organisation collective du travail et de la vie quotidienne, à l'ensemble de la campagne mozambicaine (qui compte actuellement, environ 9 millions d'habitants). L'expérience des «villages communautaires» où s'édifient les structures du pouvoir populaire à la campagne, correspond à une rupture radicale avec la période précédente, marquée par la domination coloniale portugaise.

Au cours d'une réunion au village communautaire «25 septembre», dans la province de Nampula, district de Meconta, nous avons vu ce qu'ont vécu les villageois sous le joug colonial, et évoqué avec eux les conditions dans lesquelles s'est formé leur village (Voir QDP des 5, 6, 7 mai). Les villageois, en parlant du niveau de l'activité économique et sociale du village, et de la lutte qui s'y poursuit.

La situation actuelle

Quelle est aujourd'hui la situation du village, du point de vue économique et social ?

Le village produit déjà actuellement du coton, de l'arachide, du sésame, du mil (de plusieurs types), du manioc, du riz et des haricots (de plusieurs qualités). Il dispose en outre d'un potager.

Le mil, le manioc, le riz, les haricots et les légumes servent à la consommation du village. L'arachide et le coton sont vendus.

Après la récolte et la mise en sac, le coton est transporté par les paysans en un lieu où l'Institut du coton (organisme d'Etat) vient le chercher. Le coton* est vendu au poids.

La dernière récolte (qui fut aussi la première du village communautaire) va permettre un bénéfice d'environ 400 contos**

Cet argent va permettre :

— le remboursement progressif du tracteur acheté à l'Etat à crédit pour augmenter la surface de culture.

— le remboursement des produits de première nécessité mis à la disposition du village par le gouvernement et distribués par l'intermédiaire de la coopérative de consommation.

— le remboursement des bœufs achetés à l'Etat.

L'argent restant sert au développement du village qui prend les décisions dans ses assemblées générales convoquées tous les

mercredis. C'est également dans ses réunions que sont discutés les plans de travail et l'affectation des groupes de travail. La part du travail collectif et du travail individuel est également discutée à la réunion, de manière à ce que l'autosuffisance alimentaire de chaque famille soit assurée par les champs individuels.

Le village communautaire a déjà construit une école (le bâtiment sert également pour les réunions politiques et l'accueil des délégations). Il n'y avait aucune scolarisation avant l'indépendance.

Cette période a un maître. Elle est organisée en 3 classes. Une classe le matin et une classe l'après-midi pour les enfants du village et ceux qui viennent des alentours. Il y a dans le village 42 filles et 47 garçons inscrits et 7 garçons et 3 filles non-inscrits qui fréquentent les cours. Par ailleurs, 37 garçons et 24 filles des alentours sont inscrits et suivent les cours.

Deux heures chaque soir, après les activités de la journée qui se terminent à 16 heures, les adultes suivent des cours d'alphabétisation. Il y a 44 hommes et 42 femmes inscrits à ces cours.

Le village a également entrepris avec l'aide du gouvernement la construction d'un poste sanitaire, en briques et en ciment. Il a choisi un villageois pour



Les femmes poursuivent une importante lutte, au niveau du village, pour leur émancipation.

l'envoyer se former au district. Ce villageois s'occupera à son retour du poste sanitaire. Il organisera les campagnes d'hygiène et de prévention dans le

village, sera capable d'apporter les soins d'urgence et de diriger les cas les plus sérieux sur l'hôpital du district ou de la province.

Le combat des femmes

Notre discussion avec les villageois s'est terminée par une conversation avec la responsable de l'OMM (Organisation de la Femme Mozambicaine). Les femmes se réunissent entre elles, en dehors des réunions générales du village. Elles y discutent de leurs problèmes. Un bon travail a déjà été fait notamment pour lutter contre le «lobolo» (système de dot), contre les mariages forcés et la polygamie. L'OMM est très vigilante et quand un problème se pose, elle intervient pour le résoudre.

Pourtant les femmes travaillent encore essentiellement sur les champs individuels. Cependant, quand les pluies arrivent, elles vont travailler avec les hommes sur le champ collectif, une ou deux fois par semaine.

La construction des maisons reste encore trop un domaine réservé aux hommes. Les femmes n'y jouent qu'un rôle d'appoint : elles apportent l'eau, coupent les herbes pour les toitures, préparent le manioc nécessaire à l'alimentation du groupe de construction.

Le combat que mènent actuellement les femmes du village vise deux objectifs :

— que les jeunes filles suivent les cours autant que les jeunes garçons (les chiffres cités plus haut, quant à la fréquentation de l'école, montrent que cet objectif est déjà en partie atteint),

— que les femmes prennent part de la même manière que les hommes au travail collectif, que ce soit dans le travail agricole (champ collectif) ou pour la construction des maisons (travaux de construction, notamment construction des charpentes).



* La directive du FRELIMO, de reprendre la culture du coton, pas toujours comprise au départ, vu le lien passé entre cette culture et l'exploitation coloniale, correspond à la volonté de mettre en œuvre l'exploitation d'une ressource qui, sans en faire une monoculture, doit permettre de satisfaire d'importants besoins des masses (vêtements, etc.).

** 1 conto = 1 000 escudos donc 400 contos = 57 143 F

Centre d'Information sur le Mozambique, 14 rue Nanteuil 75 015 - Paris



Une fois le lieu du village communautaire déterminé, de larges routes sont tracées pour relier le village aux villages voisins.